
NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 07139402 1



EMILE SIGOGNE

Socialisme et Monarchie

Essai de synthèse sociale



BRUXELLES
Vve Ferd. LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

PARIS
Félix ALCAN
ÉDITEUR
108, boul. St-Germain

1905

SOCIALISME ET MONARCHIE

de faire bien, jamais volonté n'y fut plus spontanément penchée, jamais esprit plus intimement respectueux de la Pensée et *aimant à ce degré l'indépendance de l'esprit des autres*. Ces mots semblent élogieux, Monseigneur; ils ne sont que précis et exacts, car Vous êtes aussi peu accessible à la flatterie, que si je m'y essayais, j'y serais inhabile.

EMILE SIGOGNE.

Introduction

Cette étude n'est point à vrai dire une œuvre de critique. Si elle analyse et constate les embarras du présent, elle n'en rend point responsables sinon les hommes, du moins les individus ; elle ne contient ni satire, ni conseils, et ne distribue ni louange, ni blâme, outrecuidance dont l'auteur se sent heureusement incapable. C'est une œuvre d'orientation. Ceux qui, en face des événements se tiennent assez près pour les observer et assez distants pour ne pas être entraînés dans leur orbite, ceux qui pensent, comme ceux qui agissent ont le droit, à leurs risques, de penser tout haut. La réflexion en mûrissant la pensée, modère

le désir de la livrer au public; l'action, au contraire, qui la fait hâtive et souvent incomplète, pousse à une délivrance rapide et hasardeuse. Les gens qui sont à la barre ont une sphère d'orientation étroite. Il faut que, du regard, ils surveillent les écueils et l'horizon proche. Mais comme le poète l'a dit :

Il faut bien quelqu'un qui soit pour les étoiles.

Il y a bien longtemps qu'on n'y lit plus les destinées et pourtant, c'est en haut qu'elles sont toujours écrites. Dans nos sociétés qui sont plus tentées de creuser et d'exploiter la terre que de contempler le ciel, le poste d'observateur stellaire est peu enviable et plutôt discrédité. La nature doit l'imposer. Les hommes pratiques sont les hommes des faits et rien n'égale la plénitude de leur satisfaction quand ils ont dit : ceci est un fait. Pourtant rien de plus variable qu'un fait, car il change selon les gens qui le regardent et tire son importance de la signification qu'on lui attribue. Il s'engendre avec une abondance micro-

bienne. Un seul principe en produit des multitudes. Un coup de pouce au sommet, au commencement, au *principe* et d'indéfinies conséquences en découlent. C'est la crainte instinctive de cet effet puissant qui nous rend si circonspects quand il s'agit de toucher à quelques-uns des principes séculaires de la société. Cette crainte nous rend immobiles. Les faits, ces solidités apparentes, nous enserrent, et créent les habitudes qui nous asservissent. Il est pertinent que notre civilisation brise les anciennes, ce qui est douloureux, et devra s'en créer d'autres, ce qui est hasardeux. Du suffrage universel datera une organisation nouvelle. Quelle qu'elle soit, les formes du passé lui conviennent-elles? La monarchie ne peut-elle évoluer? L'union de la République et de la Monarchie, que l'auteur déclare possible, fera sans doute sourire les hommes politiques qui condescendront à lire ceci, et ce sourire ne sera pas la moindre de leurs grâces. Les étiquettes sont très complaisantes. Montesquieu donne pour principe à la République la vertu,

c'est-à-dire le sacrifice à l'intérêt général. Historiquement, il n'appert pas que, sur ce point, les monarchies le cèdent aux républiques et humainement que l'aptitude à la vertu soit assez répandue pour en faire la base de n'importe quelle constitution.

Lorsque l'homme embrassait, dans la portée de son regard, le cercle où croissaient et décroissaient ses jours, le bien public lui parlait par tous les monuments et par tous les dieux de la cité, et la solidarité nécessaire par l'aperception des inimitiés circonvoisines. Sous la forme nationale, le bien public est une abstraction qu'un trop grand nombre confondent encore avec l'agrandissement de leur propre bien particulier et puisque les symboles de pierre et de marbre sont muets, il leur faut des symboles vivants condensant à leurs yeux la vie et l'image de la patrie. Mille ans passés, le monde vivait dans l'attente de sa fin. L'opinion de ce temps-là y croyait, et détournée de la terre qui allait lui manquer, elle se préoccupait du ciel. Le second millénaire s'achève et l'opinion, sans plus de raison,

place sur la terre dans un avenir proche ce qu'elle voyait, il y a mille ans, au ciel. Les races s'installent sur la planète pour l'Eternité. Les vastes espoirs des réformes totales font même oublier parfois la réalisation immédiate des réformes possibles. Les paroles de paix vibrent dans l'air avec suavité et les canons se perfectionnent. Dégager le probable et, sans passion, regarder la marche de ce monde, c'est-à-dire voir comment il change, et peut-être où il va, voilà ce que l'auteur a tenté dans cette étude qui réflète sans doute quelque chose de l'inquiétude de ce qu'elle veut représenter. Elle ne plaira ni à ceux qui, poussés par la passion, cherchent dans la vie des motifs d'enthousiasme ou de haîne, ni à ceux qui, alignés dans les rangs, imposent à leur jugement la discipline de leur parti, ni à ceux qui appartiennent au plus intolérant de tous les partis : *le parti-pris*, et dont le siège est fait. Mais, il est des esprits qui, bien que, catégorisés pour l'action, sous une étiquette politique, n'en restent pas moins épris d'indépendance et capables d'entière

probité intellectuelle. C'est à eux surtout que ces pages s'adressent. Collaborateurs de la pensée visible et de la pensée intime de l'auteur, ils y verront ce qui y est écrit, et aussi ce qui ne l'est pas, et dans ce qui est exprimé ou suggéré, ils rencontreront peut-être, on ose l'espérer, un peu de cette « substantifique moëlle », aliment de réflexion, tant prônée de notre Rabelais.

Mars 1905.

CHAPITRE Ier. — République et Monarchie.

Dans la genèse politique des peuples, une opinion s'est imposée. Pourquoi? Sur quoi repose-t-elle? Probablement sur l'affirmation de ceux qui l'émettent. En politique affirmer est équivalent à prouver. Cette opinion, la voici : « Les peuples partent du despotisme, passent par la monarchie et aboutissent à la république » ou sans s'embarrasser du point de départ et des stations d'arrêt, les peuples vont à la république. La république correspond à tout le progrès possible, l'étape est finie, plus rien au delà. République, vertu, bonheur, et comme on disait sous la grande République pendant que la guillotine libérait les têtes: liberté, égalité, fraternité ou la mort. Il ne faut imputer aucun crime politique aux formes de gouvernement, pas plus la terreur à la République que la Saint-Barthélémy à la monarchie. Mais il faut avouer

qu'à une époque où l'idée d'Évolution domine les esprits, cette conception finale de la vie politique est essentiellement antiscientifique, et d'une naïveté primaire. Toutes les démonstrations et les expériences parfois cruelles de l'histoire, qui mêle dans un va-et-vient absolument irrégulier les despotismes, les monarchies et les démocraties, n'ont pu déraciner la foi dans la vertu des étiquettes. Et le socialiste Bebel, constatant que les réformes sociales se réaliseraient aussi bien sous la forme monarchique que sous la républicaine, a stupéfait à la fois socialistes, monarchistes et républicains. Car, et le cas est étrange, que les peuples aillent nécessairement vers la République, n'est pas loin d'être admis par certains monarchistes qui se contentent de rejeter dans un avenir distant une échéance probablement fatale. C'est une loi, paraît-il. Rien à faire. C'est l'aboutissement logique, les nations y vont comme les fleuves à la mer. Il peut y avoir des monarchies douées de vitalité intense, jeunes, avides de vivre et de durer, mais la République les guette et tôt ou tard les engloutira. C'est convenu. En face de cette question, les socialistes en Belgique sont divisés. Pour quelques-uns, la question même n'existe pas; ils ne visent qu'à des réformes économiques et se disent, sans doute, que c'est la situation économique qui imposera la forme politique, ce sont les sages, ils ne sont pas nombreux. D'autres, en désirant la forme républicaine, ne trouvent pas la

Belgique mûre, d'autres enfin, mûre ou pas mûre, la veulent. Dans son ensemble, le peuple belge a d'instinctives attaches à une royauté qu'il sent nécessaire à sa croissance, royauté qui est née avec sa nationalité, et dont le chef, par une activité créatrice merveilleusement adaptée aux ambiances, a donné à un pays de six millions d'âmes des aspects de grandeur et de puissance certes étonnants dans un peuple qui n'a pas quatre-vingts ans de vie politique. Les faits matériels sont là, crevant d'intensité, et s'imposent même à la haine. Toute cette prospérité est, dit-on, la prospérité de la Bourgeoisie. Le fait est d'évidence que la bourgeoisie, plus que les autres classes, a tiré parti des transformations sociales modernes. Ce n'est pas un fait national propre à un pays, c'est un fait européen. Il dépend pour la France, de l'enrichissement subit du tiers état par la vente des biens nationaux, de la transmission de la richesse des nobles et du clergé aux bourgeois, puis, et cette cause est universelle, de l'essor industriel accumulant les capitaux dans des mains plus faites pour l'agio que pour l'épée et remettant le sort des nations aux spéculations de la Finance. Mais, il est non moins évident que la monarchie, dans cette si rapide victoire de la Bourgeoisie, qui s'est en quelque sens opérée contre elle, n'est pour rien. Élément pondérateur, cette inégalité s'est faite en dehors d'elle. Et le pays ou la bourgeoisie, grâce à la Révolution, a acquis la plus haute

prédominance, est une République, la France. La prospérité bourgeoise est donc un fait social provenant de causes économiques et qui n'a été influencé en rien par les formes politiques. Il faut dire aussi que cette classe était préparée, par de longs siècles de luttes, d'efforts et de courage, à ce pouvoir dont elle a été trop subitement investie. Les à-coups sociaux sont funestes, même à ceux qui en profitent. Le mot célèbre de Guizot : « enrichissez-vous, » fut-il jamais prononcé? sans doute a été compris et suivi avec trop d'ardeur et le développement de la richesse ne s'est pas produit suivant les lois d'un sage équilibre. Dans une seule génération, des fortunes se sont édifiées qui auraient été l'œuvre de plusieurs. La vraie culture demande plus de temps et toute amélioration matérielle doit être corrélative de plus de justice. Quant à la Belgique, la monarchie l'a trouvé tout formé et d'après des causes sur lesquelles, bonnes ou mauvaises, elle n'avait pas de prise. Il est ainsi de par la Constitution, et les pouvoirs que celle-ci laisse à celle-là sont de pondération et de mesure.

Ne pourrait-on savoir sur quelles expériences s'appuient ceux qui proclament la République comme l'achèvement de l'ascension politique des peuples? S'en référer à l'histoire pour y trouver des preuves, c'est vraiment abuser de la naïveté des citoyens et digne tout au plus d'un discours électoral. L'Histoire prouve que... L'histoire démontre que... L'His-

toire en elle-même, un ensemble de faits que l'Esprit rend significatifs, prouve tout ce que l'on veut. Comme la statistique, elle est d'une complaisance souveraine et subit les interprétations les plus diverses. Dans cette occurrence comme dans toutes les autres, elle ne peut déterminer une conviction. Consultée, elle démontrerait qu'on y rencontre toutes les marches et contre-marches. On y rencontre des peuples allant du despotisme à la République, d'autres de la République au Despotisme; d'autres entremêlant successivement et sans ordre toutes les formes du gouvernement et d'autres enfin immuablement fixés dans un régime qui les voit naître et mourir. Donc, si elle n'est pas muette, l'histoire est incohérente; d'ailleurs elle se fait, elle n'est pas faite. Les temps historiques nous les découvrons et les étendons tous les jours, et les immenses horizons nouveaux qui nous apparaissent et où notre humanité historique se rapetisse devant la vaste antériorité des siècles, peuvent faire étrangement osciller les balances très imparfaites de notre Jugement. Cette fameuse loi de retour, exposée dans un relief si puissant par ce sublime poète et ce génial penseur et ce pauvre philosophe de Nietzche ne peut guère s'appliquer à l'humanité qui, en se repliant sur elle-même sous forme de cercle, ne repasse jamais par son point de départ et accomplit le cycle en spirale, car si les anciens états paraissent revenir,

ce n'est qu'à un examen très superficiel. Si Paris reproduit Byzance, il faut pourtant admettre que cette reproduction manque d'exactitude. Cette manie est déplorable de ne juger le présent qu'à travers le passé. Il est vrai qu'il le continue, mais de plus il contient l'avenir, et il y aurait autant de raison ou autant de folie à juger le présent par la seule contemplation de l'avenir. Quel que soit son infini, le passé n'a jamais une minute semblable à celle que pour nous la Destinée marque. Que les peuples aillent vers la République, personne ne le sait. Rien n'autorise cette assertion. Les peuples vont à la République s'ils désirent y aller. Le désir fait la loi ou plutôt cette sorte de direction passagère qu'en politique on nomme loi et que les assemblées dans leur orgueil croient faire. Pourquoi parler d'esprit scientifique, si on ne sait pas qu'une loi est éternellement existante, qu'elle se découvre, mais ne peut pas être faite ni par un roi, ni par une assemblée. En dehors des lois naturelles, il n'y a que des règlements. Les hommes ont la mauvaise habitude de transformer leurs faillibles opinions en décrets du Destin. Les partis derrière tous leurs projets mettent le pays et tous les citoyens qui contredisaient Robespierre, trahissaient la France.

Admettons donc que présentement, nous ne savons pas vers quelle forme politique marchent les peuples. Cette humilité scientifique ne peut que nous faire

honneur, et rejetant *a priori* toutes déterminations spéciales, recherchons si quelle qu'elle ait été dans le passé, et soit encore dans le présent, la monarchie n'est pas la forme politique propre à s'adapter par une plasticité constante, à toutes les nécessités sociales, et à l'évolution économique.



CHAPITRE II. — Du Droit divin.

Il est en toutes choses un axe d'immuabilité. Tandis que les caractères accessoires se transforment suivant les conditions de l'ambiance, parfois très rapidement, le caractère fondamental reste fixe. Il est évident qu'il est question d'une fixité relative, comme pour tout attribut humain. Au premier coup d'œil, la monarchie semble correspondre à une idée réfléchie sous un même angle dans les esprits. Et cependant, quoi de plus divers ? Pensez à la monarchie de Clovis et à celle de Louis XIV. Aux temps héroïques grecs, le créateur était roi : Roi celui qui inventa la charrue, roi celui qui planta la vigne, roi celui qui fit le pain, celui qui triomphait par la parole, par l'épée, enfin celui qui personnifiait le principe civilisateur. Roi, prêtre et juge. Il était le seul adulte, les peuples étaient enfants. Aux premiers temps, la monarchie

était élective chez les barbares germano-francs. L'hérédité s'y adapta naturellement et de prime abord et s'y lia si constamment que la Royauté se montra par essence héréditaire.

Il faut se garder de confondre la monarchie avec le despotisme à la turque, ou le Césarisme à la romaine. Le Despotisme est un pouvoir direct, sans hiérarchie, qui ne relève que de lui-même. Le Césarisme est un pouvoir direct sans hiérarchie qui relève du peuple. La monarchie est un pouvoir indirect en ce sens qu'il s'appuie sur un ensemble hiérarchique d'institutions : noblesse, clergé, tiers état, parlement, sénat, chambre des députés, et qu'il trouve une sanction soit dans la Religion, le sacre, royauté de droit divin, soit dans la volonté nationale, à laquelle on ajoute la grâce de Dieu, royauté constitutionnelle. Montesquieu a longuement disserté sur tous les régimes et l'Esprit des Lois est à relire. La monarchie, quelque puissante et personnelle qu'elle ait été, même symbolisée et faussement par le Louis XIV botté et éperonné et comme sceptre un fouet, du fameux : l'Etat c'est moi! en somme simple boutade contre les parlements, la monarchie n'en est pas moins un équilibre de forces traditionnelles. Les institutions qui la soutiennent peuvent disparaître, à condition d'être remplacées. Il peut y avoir des monarchies, sans aristocratie nobiliaire, il ne peut pas en exister sans élite, elle est le pouvoir hiérarchique

par excellence, et à cause de cela, pouvant contenir tous les autres pouvoirs.

La mentalité politique bouleversée par la Révolution ne peut plus se contenter de l'idée monarchique du temps passé. Nos États européens sont un mélange d'idées démocratiques et d'idées monarchiques qui se juxtaposent et essaient de s'accorder sans y parvenir complètement. La mixture est encore bien imparfaite. Et cependant de cet équilibre sortira la constitution politique de l'avenir, d'un avenir peut-être lointain, peut-être proche et qui accomplira cette fusion de la Démocratie, c'est-à-dire de la République avec la Monarchie, et ces contraires s'allieront dans un mariage si intime que la Royauté paraîtra le couronnement naturel de la République. L'on ne manquera pas de crier au paradoxe. Peut-être a-t-on vu quelques rares pièces frappées à la double effigie de la République française et de Napoléon, empereur. Le rapprochement est très imparfait, mais cette union n'a rien d'absurde, ni d'illogique, elle tend à s'accomplir inconsciemment par la poussée fatale des Forces, et peut s'achever harmonieusement sous la libre volonté des hommes.

Le caractère par lequel on s'est plu à distinguer la monarchie, amis et ennemis, les uns pour l'en glorifier, les autres pour la railler, est le droit divin. Ce droit, à l'heure actuelle, on n'ose plus l'évoquer. Aucun souverain ne songe à le revendiquer, si ce

n'est, dans une sorte de crânerie rétrospective, l'Empereur d'Allemagne. La volonté nationale le remplace. Peut-être a-t-il un asile secret au cœur des rois. D'ailleurs il est immortel et de nos jours, comme autrefois, il existe.

Le droit divin provient de cette idée qu'un homme n'a pas en lui l'autorité d'exercer le pouvoir sur des multitudes de ses semblables. Le mot « semblable » en serait une preuve suffisante. Il faut qu'une prépondérance soit établie et acceptée moralement. C'est là, l'opposition entre la monarchie et le césarisme. La base de la monarchie est une force morale, le droit; dans le passé, le droit divin. La réalité a souvent été infidèle mais peu importe, le principe a le temps pour modeler sur lui le réel.

La force prime le droit, a dit Bismark, ou du moins lui a-t-on fait dire? Ces sortes d'axiomes sont décoratifs et font bel effet en citations érudites, mais signifient peu ou rien. Il n'y a que des forces, mais d'inégales valeurs. Le droit est une force reconnue qui s'impose d'elle-même par son ascendant sur la raison sans recourir à la crainte et à la violence. Le droit divin a été une force spirituelle dominatrice sur la force brutale. Le droit qui l'a remplacé, le droit de la majorité, est la force du nombre, c'est-à-dire une force brutale, car la force spirituelle ou intellectuelle peut se trouver dans la minorité et si la maxime de Bismark signifie quelque chose, c'est ceci : La force

brutale prime la force intellectuelle. Quelquefois, pas toujours, heureusement, et l'organisation politique n'a pas d'autre but que d'empêcher ce peu enviable triomphe.

Bien qu'il y ait une différence entre ces deux forces : la spirituelle et l'intellectuelle, fusionnons-les à dessein pour les opposer à la force du nombre ou brutale.

Quelle est l'origine du droit divin? A l'aurore des civilisations se dressent des personnages surhumains qui guident les premiers pas d'une humanité enfant et à cette humanité qu'ils dominent de haut, ils sont des dieux ou des héros et le droit divin est leur propre force. L'habitude est prise par les peuples de lever les yeux pour chercher au ciel l'étoile de leur marche et les législateurs et réformateurs qui veulent assurer l'obéissance à leurs préceptes en attribuent souvent la sagesse à une inspiration céleste. La royauté égyptienne offre l'origine la plus simple. Le pharaon y tient son autorité du collège des prêtres, organe social de la science d'alors et par l'entremise sacerdotale, il est l'élu de Dieu. Le droit divin, de quelque façon qu'on le tourne, retourne et scrute, repose donc sur la supériorité du pouvoir spirituel.

Le moyen âge a eu cet idéal. Des siècles, les sceptres s'inclinèrent sous les mains bénissantes d'un pontife et le sacre seul faisait la royauté légitime et divine. La soumission de la puissance politique à la

puissance spirituelle n'a jamais été absolument complète, les rois tentèrent de s'en affranchir et il n'en est resté qu'un simulacre, une cérémonie religieuse où sans pensée d'obéissance, les souverains ont cherché un rehaussement à leur autorité. Et lorsque par la politique et par la violence, l'Eglise a essayé de maintenir ce droit, il a par là même cessé d'être divin et n'a plus été qu'une force vaincue. Le divin, c'est croire et savoir à la fois, et l'Eglise qui, au moyen âge, contenait toute la science du temps, et qui, par son clergé (corporation d'hommes instruits), avait éduqué les barbares, abandonna au XV[e] siècle aux laïques le savoir. A partir de cette scission, malheureuse pour le développement de l'humanité, toute la culture scientifique se fit sur une ligne de plus en plus adverse et ainsi fut formé cet antagonisme moderne de la science et de la Religion qui est un des principaux signes de l'anarchie contemporaine. Puis vient le Protestantisme qui ajoute les luttes théologiques et enfin la Révolution et par elle la proclamation *urbi et orbi* des droits de l'homme. Le cycle est achevé. Le droit divin est devenu le droit de l'homme et au fond, il n'y a de changé que les mots. *Vox populi, vox Dei.*

Donc le droit divin n'est pas mort, pas plus que la royauté. Mais sous quelles transformations subsiste-t-il? Les grands hommes ne sont plus pour nous de stature divine et leur humanité nous est trop évi-

dente. Les gouvernements, sans craindre excommunications mineures ou majeures, traitent avec l'Eglise sur un pied d'égalité, l'universel scepticisme ne reconnaît guère d'autre extase que celle de l'alcool et l'esprit critique analyse l'inspiration et le génie comme une simple pièce anatomique. Où est donc le droit divin? Comme toute chose, il évolue. Il subit les vicissitudes sociales. Comme les membres d'Osiris, il est disséminé dans l'étendue. Savants, artistes, prêtres, grands hommes, philosophes, pontifes, tous en détiennent une parcelle. Il est quelquefois dans l'instinct des foules, dans le cri du pauvre et parfois aussi aux crises qui étouffent l'égoïsme, dans les assemblées. Il a toute l'instabilité des éléments où il se cache. Il est si peu disparu que reconnu ou non, c'est lui qui, en dépit de tout, dore de prestige la royauté. Un roi n'a pas plus de puissance, parfois moins, que tel président d'un Etat républicain, et cependant aux yeux des démocrates même, il paraît plus. Demandez à l'Amérique? Ce n'est pas à cause de l'hérédité, c'est par la force de la tradition. Ainsi disséminé pour revivre dans une synthèse future, il est difficile de dire où il est exactement, mais non pas où il sera. Il va vers la science; il y aura un droit divin reconnu le jour où il y aura unanimité dans la certitude, et dans les possibilités de l'avenir, ne peut-on entrevoir une monarchie appuyant son pouvoir sur une organisation scientifique? L'heure pré-

sente n'y est guère propre et nos savants spécialistes bien éloignés d'une conception de synthèse sociale. Tout y est amorphe. Mais notre race a du moins le sens de la vitesse et cette vitesse la portera sans qu'elle s'en doute vers un stade d'évolution à peine discernable aux contemporains. Il n'est pas oiseux de l'envisager, car sous le matérialisme apparent de l'époque vivent et agissent toujours les grandes forces morales et spirituelles, trop souvent voilées. Les formes se soutiennent par leur adhérence aux principes et nous appelons décadentes les époques où ces adhérences sont très imparfaites, décadences passagères et créatrices de nouvelles adhérences. C'est le rythme social.

CHAPITRE III

De l'illogisme et de la nécessité du suffrage universel.

Nous avons vu que le droit était une force reconnue et sanctionnée par la raison, et que cet axiome : « La Force prime le droit » impliquait le triomphe de la Force brutale.

La force brutale se manifeste diversement. En politique, elle réside dans le nombre, c'est-à-dire dans le suffrage universel avec son corollaire, le gouvernement des majorités. De là l'instabilité des pouvoirs. En France, un ministère qui dure deux ans est qualifié d'*éternel*. Rationnellement, le suffrage universel ne peut être défendu. Il est bien certain qu'admettre dans la participation au gouvernement l'égalité entre le bulletin de vote d'un idiot et celui d'Herbert Spencer, de Pasteur et de toutes les élites, est admettre le triomphe indéniable de la matière sur

l'Esprit et établir par là une moyenne dont le résultat social sera la médiocrité, si bien que ce suffrage amorphe contient la formule scientifique de la médiocrité. Toutes les intelligences se rendent à cette évidence, mais la prudence politique défend d'en convenir, car le suffrage universel n'est qu'un expédient, mais un expédient nécessaire pour empêcher l'oppression d'une classe sur les autres. Dans l'état actuel de la hiérarchie sociale, il ne contient pas plus d'injustice que la plupart des institutions. Il est même une chance plus grande de justice. Si l'alcoolique d'en haut vote, pourquoi l'alcoolique d'en bas ne voterait-il pas? Si le viveur désœuvré vote, pourquoi le travailleur ignorant ne voterait-il pas? Si l'idiot riche vote, pourquoi, s'il est pauvre, ne pourrait-il voter? S'il avantage la nullité, il avantage aussi bien celle d'en haut que celle d'en bas, et l'égalité qu'il établit n'est qu'apparente; sous le mensonge égalitaire, il subordonne les forces supérieures des diverses classes de la Société aux forces inférieures de ces mêmes classes. Seulement, dans la réalité, il n'en est pas tout à fait ainsi. Le jeu des institutions n'est jamais entièrement libre, et les effets obtenus ne sont jamais conformes à ceux cherchés. Le suffrage universel ne fait pas le mal que logiquement il devrait faire, et il fait le bien qu'il ne voudrait pas faire. Il trouve un correctif dans son universalité, et aussi dans sa malléabilité.

Il y a une atmosphère intellectuelle où baignent tous les esprits. Par cette atmosphère se fait la contagion de l'Idée, et la médiocrité n'enfante pas l'Idée. Matrice imparfaitement productive et de très laborieuse délivrance, le suffrage universel est fécondé par les vraies supériorités sociales que souvent il méconnaît, renie et tient à l'écart, pas tant cependant que quelques-unes ne viennent à le mâter. Son impuissance à se soumettre n'est parfaite que pour les penseurs, générateurs de l'idée pure non encore associée au sentiment. A cela il n'est pas accessible, du moins directement, mais quelque inculte que soit l'électeur, quelque peu digne que puisse être l'élu, ils n'en sont pas moins les instruments de ces grandes forces sociales élaborées silencieusement par le travail incessant de l'Esprit.

Si le vice des institutions dépasse la norme, l'Inconscient social, qui est un composé des plus hautes consciences individuelles, corrige, atténue, équilibre. La nocuité des expédients est amoindrie.

Le suffrage universel est donc un moyen provisoire de prévenir l'oppression mutuelle des classes et d'établir entre elles cet équilibre très instable qu'on nomme liberté. Plus tard, nous verrons ce qu'on peut entendre par ce mot. Ennemi de toute hiérarchie, facteur d'égalité, ce mode de gouvernement est, par sa nature, contraire au principe monarchique dont l'essentielle tendance est de s'appuyer sur une

hiérarchie de forces sociales et de trouver sa sanction dans une autorité morale. Cependant, sous la forme constitutionnelle, la monarchie a pu s'adapter à ce régime qui lui est si contraire. D'où on doit conclure que si le suffrage universel n'a pas tué la monarchie, c'est qu'elle ne peut guère mourir; que si elle a pu s'adapter à une forme si peu faite pour elle, elle est douée d'une très étendue plasticité; enfin qu'il doit y avoir moyen de produire non plus un accord plus ou moins parfait entre deux forces, mais une union indissoluble. Solution nécessaire, car cet accord n'étant qu'un expédient, en face d'une situation nouvelle, il deviendra vite inefficace. La pénétration de l'esprit scientifique ne tardera pas à mettre en évidence les résultats funestes qui seraient alors menaçants. En effet, toute amélioration sociale correspond à une différenciation progressive des individus. C'est du moins ce que démontre toute l'élaboration sociologique depuis cinquante ans, et c'est la loi de tout organisme. Plus un peuple est civilisé, plus la distance est grande entre la masse et l'élite, plus cette masse elle-même se divise et se subdivise en catégories depuis le sommet de la pyramide sociale jusqu'à sa base, et plus aussi l'élite elle-même se différencie. Nous avons le tort de croire que ce qui constitue cette masse si distante de l'élite est exclusivement formé de classes populaires, tandis que la plus grande partie des classes élevées dont la culture n'a

aucun rappòrt avec la vie sociale, y est comprise et, nous le répétons, l'élite n'est pas constituée sous forme de classes, mais elle est éparse dans toutes. Les anciennes divisions, noblesse, bourgeoisie, peuple, sont surannées et ne peuvent plus servir de critère pour apprécier la valeur des individus qui les composent. La pyramide sociale a pour point de départ des êtres qui, malgré tout le déploiement de civilisation matérielle et toutes les incitations officielles, ne diffèrent pas essentiellement ou ne diffèrent que par des degrés presque indiscernables de tribus sauvages ou barbares, tandis que nos élites comptent de vastes esprits qui sont la synthèse millénaire de tout le savoir du passé et les merveilleux créateurs des sociétés à venir.

Notre cerveau a subi une culture qui l'a faussé pour longtemps encore. Enfermé dans le maigre horizon des six pauvres mille ans qu'une pensée antiscientifique attribue au monde, tandis que ces six mille ans comptent à peine dans la formation cérébrale de l'humanité, il donne à ces mouvements sociaux : la Renaissance, la Réforme, la Révolution, une importance exagérée. La marche de l'humanité est prodigieusement lente; elle a conscience des éternités qui se déroulent devant elle et les brusques écarts en avant qu'elle se permet sont toujours suivis d'un ralentissement ou même d'un retour. Les révolutions ne sont qu'une manifestation quelque peu

violente d'une évolution très mûre dont elles consacrent les résultats tout en les mettant en péril. Elles ne sont pas nécessaires, elles sont même du temps perdu, et la sagesse humaine finira par les abolir. Si la marche de l'humanité est lente dans son flux et son reflux, en revanche elle est incessante. Dans les domaines inférieurs, elle paraît douée de quelque stabilité; dans les phénomènes complexes de la vie sociale, elle passe insensiblement d'un mode à un autre; elle ne peut conserver d'équilibre relatif et offrir à l'esprit l'apparence d'une imaginaire stabilité qu'à condition de revêtir des formes dont la souplesse se prête à des transformations constamment modificatrices. Il n'y a point de halte. La dissociation de la monarchie a produit le suffrage universel Les cellules du corps social, longtemps obéissantes à une force qui menaçait de les épuiser, se sont libérées et abandonnées à leur propre direction, cherchent un nouveau groupement adéquat au nouveau milieu. Cette dissociation ne peut donc être présentée comme un idéal, c'est-à-dire comme une forme capable, de progressive durée, de même qu'il serait oiseux de la déclarer intempestive et mauvaise, et de vouloir reproduire l'organisme dont elle est le dépérissement. Le corps social se construit laborieusement de nouvelles structures; le suffrage universel correspond au sens primitif qui, par des modifications, produit tous les autres : le toucher. Pour qu'il pût naître, il

a fallu, pendant dix-neuf siècles, la lente incubation du christianisme créant en face de l'Etat l'autonomie de l'âme humaine libérée des esclavages, consciente des lois de son devenir, et la nouvelle conception sociale qui s'en dégage est le bien des individus accompli par l'Etat, et non pas le bien de l'Etat accompli par le sacrifice d'un certain nombre des individus qui le composent. Le sacrifice, qui est la splendeur de l'âme, ne peut être que volontaire, et les majorités n'ont pas plus le droit de l'imposer aux minorités au nom de la loi que les minorités aux majorités au nom de la Force. A l'époque présente, l'humanité est en gésine d'une forme sociale qui marquera une étape de progrès; grâce à l'hygiène, à l'art du gynécologue, l'enfantement peut être doux et se faire sans péril, mais il peut aussi se produire dans les convulsions d'une barbare animalité et toutes les tortures d'un arrachement de chair sanglante. Quoi qu'il arrive, il aura lieu, car, à l'encontre de ce que dit le poète, l'humanité n'est jamais lasse d'être mère.

CHAPITRE IV. — De la liberté.

Le mot éveille des bruits de fanfares, d'hymnes guerriers, de marches aux frontières, de tumultes, d'émeutes, de barricades et d'apothéoses. A l'endroit où fut la Bastille plane le génie de la Liberté, un ange. Les révolutions se sont faites pour la liberté et pour la Liberté les prisons se sont emplies et les échafauds dressés. Si elle est un ange, elle est aussi une muse, une Déesse. C'est Pallas Athéné guidant à la Victoire les Athéniens :

> Liberté ! Liberté chérie !
> Combats avec tes défenseurs !

Elle a de mâles accents et son triomphe est la gloire d'un peuple. Ironie des choses ! Elle est surtout exaltée par ceux qui ne croient pas l'homme libre, c'est-à-dire au libre arbitre. Elle a de nos jours des

gardes du corps qu'on nomme des libéraux et sa simple évocation émeut paysans, ouvriers, bourgeois, soldats, députés, et même les ministres. Elle est proclamée non seulement par les voix enthousiastes des citoyens, mais aussi par la loi. Et cependant il est bien difficile de dire ce qu'elle *est*. Nous savons qu'elle est pour tous, mais qu'est-elle ? Nous savons aussi qu'elle n'est pas

> Une comtesse du noble faubourg Saint-Germain,

mais

> Une forte femme aux puissantes mamelles.

Ceci nous donne une belle idée de sa santé, sans pourtant dissiper notre ignorance. Ni la comtesse, ni la femme du peuple ne se prêtent à la symboliser. Si nous demandions à ses partisans et à ses adversaires ce qu'ils pensent d'Elle, il est probable que notre embarras ne serait que plus grand. Cependant, quelque confuse qu'elle soit, l'idée de Liberté correspond à un sentiment réel. Il ne peut être question de la liberté morale, du libre arbitre, problème éternellement agité par l'Esprit philosophique et qui dépend encore plus de la croyance que de la Raison. L'idée de liberté est simplement contraire à celle d'arbitraire, c'est-à-dire que, dans les rapports sociaux, la loi est substituée à la volonté individuelle. En subissant tout ce que la loi m'impose, je suis libre; en subissant le caprice ou le vouloir le plus

léger d'un individu, je ne le suis pas. Seulement, il faut qu'à cette loi qui me dirige, je participe. Cette participation s'effectue par le suffrage universel. Mais la loi ne provient pas de l'universalité du suffrage, mais de la moitié plus un, majorité légale. Donc, si je n'ai plus à subir les caprices ou le vouloir d'un homme que la naissance, l'élection ou la conquête élève au-dessus de la loi, j'ai à subir les caprices ou le vouloir de la moitié plus un des représentants de la chose publique.

L'arbitraire des assemblées a remplacé l'arbitraire des rois. Tous les deux peuvent être tyranniques et aveugles ; on remédie plus facilement au premier, mais en faveur du second on pourrait alléguer que l'intelligence diminue en proportion qu'elle se divise. Si on dépeint la liberté : la soumission volontaire et raisonnée à une loi qu'on s'impose, il est évident que la soumission de la minorité n'est pas volontaire et que par conséquent elle n'est pas libre, mais en revanche elle peut devenir, et par le cours naturel des choses, majorité et tyrannie à son tour, si bien que l'organisme politique actuel est composé d'un jeu de bascules entre deux partis tour à tour au pouvoir et dont l'alternative autorité produit cette sorte d'équilibre dénommé *liberté*. La majorité sachant que sa transformation en minorité est son destin, par crainte de représailles modère sa toute-puissance; cette modération se traduit par la lenteur et souvent la

stagnation des forces sociales. La tolérance n'est ni dans les esprits, ni dans les cœurs, ni dans les mœurs, et celle dont nous semblons jouir est l'effet d'oppositions de partis où la suprématie est instable et où il règne une certaine égalité, celle du nombre. Elle est la base logique de cette liberté qui disparaîtrait dans le triomphe définitif et assuré d'un des partis. Les souffrances et les luttes des peuples pour la Liberté ont eu comme conséquence les nationalités, c'est-à-dire les peuples affranchis de dominations étrangères. Le résultat est certes valable. Puis la dissociation des anciennes structures sociales, le scepticisme moral, l'anarchie intellectuelle ont créé des mœurs d'apparences libres où les individus ont les coudées plus franches et où une élite populaire a pu se former. Cette période de relâchement social n'aura pas été sans fruit pour l'individu. Si la tolérance est factice, elle est cependant légale, et nous aurons traversé une période où se seront développées des indépendances, chèrement achetées d'ailleurs. Car s'il est possible de vivre en dehors des groupes sociaux, auxquels il fallait autrefois nécessairement appartenir, on ne peut ainsi prospérer et cette libre attitude est payée d'isolement et de sourde hostilité. L'intolérance des mœurs fait échec à la tolérance de la loi et au fond l'homme vraiment libre ne trouve nul appui. A plus stricte analyse, nous remarquerons qu'une liberté fait tort à l'autre et que ce qui est gagné pour

l'une est perdu pour l'autre. Toujours le jeu de bascule entre les lois et les mœurs. L'Angleterre est la terre des libres institutions politiques mais l'opinion y est intolérante dans les mœurs et la *respectability* y est oppressive, au contraire de la France où les mœurs jusqu'à ce jour furent plus douces que les lois, mais les temps vont changer. Aucune époque d'oppression n'a connu une si minutieuse réglementation des actes individuels; au nom de la Liberté même, de multiples sortes d'obligations sont établies, si bien que les caractères affaissés attendent une impulsion officielle pour agir. Le mot « obligatoire » domine tout le verbiage administratif et peut-être comme la convention décrétait la victoire, l'Etat un jour décrétera-t-il l'obligation d'être libre?

Le sens historique étant à peine né dans les esprits, nous faisons certaines formes politiques corrélatives soit de liberté: république, soit d'oppression: monarchie. Les temps monarchiques n'ont même pas connu le désir de la liberté. Sous Louis XIV, suivant la formule, le peuple était plus royaliste que le roi. Celui-ci ayant consenti au mariage d'un simple gentilhomme Lauzun avec la grande Mademoiselle, l'indignation populaire fut si forte devant ce qu'elle considérait comme une atteinte au prestige royal que le tout-puissant monarque contraint, retira son consentement. A la veille même de la Révolution l'idée de Liberté dormait encore. C'est l'invasion étrangère

qui l'éveilla et formidablement. Que penseront les hommes de l'avenir de notre conception confuse, chaotique de liberté qui s'étend de degrés en degrés de l'anarchie pure jusqu'au collectivisme. Pénétrés d'un régime scientifique, comprendront-ils qu'il ait pu y avoir sur des sujets pour eux évidents, des opinions variées et en perpétuel combat; la solution de problèmes qui nous tiennent anxieux revêtira à leurs yeux une nécessité telle qu'ils ne pourront un instant se sentir libres devant elle. Puisque le progrès social est fait de l'accroissement de l'âme humaine, le principe de liberté n'aura pas disparu, mais il aura été transporté dans des domaines supérieurs, où il vivra agrandi et sous d'autres espèces. La science régira probablement tout le mécanisme des rapports sociaux, comme au moyen-âge l'Eglise et peut-être pour la paix du monde les voies seront-elles ouvertes de la synthèse par excellence qui unira science et religion. Mais ce sont là de trop lointaines perspectives.

Pour le présent, il faudrait comprendre que ce qu'on nomme liberté est un relâchement passager du lien social qui permet à l'individu de développer une autonomie plus complète en vue d'une future intégration. Ce relâchement varie comme la tension qui le précède ou lui succède et dépend des conditions de la vie. Une époque de liberté doit être mise à profit pour la formation de groupes plus harmoniques destinés à former l'économie du nouveau corps social.

Des catégories d'individus doivent se réaliser d'après les affinités inhérentes. Lentement la société élabore de nouvelles formes : groupement d'ouvriers, syndicats. Le lien social se resserre par une réglementation du travail.La liberté est atteinte, mais la justice y gagne. Le développement des êtres et des organismes sociaux ne sera plus abandonné à l'empirisme, à la fantaisie ou à l'égoïsme, mais conçu et dirigé d'après des principes incontestés étayés, sur tout l'ensemble des connaissances humaines. Dès maintenant il serait facile de s'entendre pour interdire tout acte qui évidemment et d'après le consentement des esprits même les plus opposés est préjudiciable à l'intérêt commun et de laisser libres ceux à propos desquels le moindre doute peut s'émettre. L'habitude des réalités, le développement suivant les aptitudes et non pas suivant les vanités et surtout la différenciation de plus en plus catégorisée des unités sociales, la pénétration de l'esprit scientifique chassant des cerveaux le romantisme politique qui donne à nos assemblées l'aspect de tournois sans panaches, fera naître un courant d'esprit alimenté d'idées bien différentes des vagues aspirations où des générations se seront bercées et déterminera une énergie salvatrice qui sera certes une force libre.

CHAPITRE V. — De l'égalité.

Si nous admettons que la liberté est la soumission volontaire et raisonnée à la loi, il s'ensuit que toutes les unités sociales, pour être libres, devraient être capables de cette soumission volontaire et raisonnée. Le sont-elles? Parmi les électeurs, ceux qui ont l'idée de Loi, c'est-à-dire l'idée de causalité sont l'infime nombre. La liberté supposerait donc chez les individus des valeurs équivalentes; en un mot : l'égalité.

Notre instruction classique basée sur une connaissance de l'antique fort imparfaite et que transforme incessamment l'admirable renaissance due aux fouilles, découvertes et travaux des chercheurs, a illusionné les esprits d'où est sortie notre morale politique. La Révolution n'a-t-elle pas eu la manie de l'imitation grecque ou latine. Les républiques grecques

ne pratiquèrent pas la liberté individuelle et les citoyens n'en avaient pas même le désir. Forme d'une véritable aristocratie qui se déchargeait des soins matériels de la vie, sur un grand nombre relatif d'esclaves, elles jouissaient d'une sorte de liberté politique fondée sur l'égalité individuelle, liberté qui n'existait que par le sacrifice de toutes les autres. Quel rapport établir entre les sociétés antiques ainsi constituées et les nôtres. Évidemment, aucun. Leur égalité politique avait du moins une raison d'être puisqu'elle s'appliquait à des citoyens qui tous délibéraient sur les affaires publiques, et munis des mêmes droits, soumis aux mêmes devoirs, se modelaient sur le même moule national d'éducation. Quel est l'homme d'État qui, pour les hommes d'à présent, ne traiterait de rêve la République de Platon?

Tout cela est d'une clarté trop précise pour valoir l'examen. Mais il est d'autres considérations et très modernes qui sont tout aussi précises et tout aussi péremptoires. Les idées dirigent les civilisations mais pour agir sur les masses, elles doivent se transformer en sentiments, la transformation est plus ou moins lente, rarement rapide. Les quelques sentiments généraux qui animent à l'heure actuelle les foules, sont la cristallisation des idées philosophiques du siècle dernier. Si nous nous rendons compte du courant d'idées au moment présent, nous pourrons déterminer la direction dans laquelle se formeront les sentiments de

l'avenir. Seulement, les idées éclosent en grand nombre et quelques-unes seules subissent la métamorphose sentimentale, et toujours avec une relative lenteur, surtout lorsqu'elles sont en opposition directe avec l'état général des consciences. Elles deviennent alors des forces et sont irrésistibles. Il en est ainsi de l'idée d'égalité, née du contrat social et sous la forme de sentiment, élément politique dominateur. Mais les idées générées par la Pensée sociale à la fin du XIX[e] siècle sont opposées au sentiment égalitaire. Tout le travail scientifique indique un processus de complexité de plus en plus grande établissant *des différenciations de plus en plus étroites dans le corps social* et la lutte sera sans doute intense avant que les idées nouvelles pénètrent les masses auxquelles elles imposeront l'organisation dont celles-ci sentent obscurément la nécessité.

Il va sans dire que l'égalité est envisagée non pas au point de vue naturel, — les inégalités naturelles sautent aux yeux — mais politiquement, c'est-à-dire que la loi reconnaît tous les citoyens égaux, c'est-à-dire aussi que démentant la Nature et toute la marche antérieure de la Société, elle déclare que le financier brassant des milliards, le prince dont les attaches familiales s'étendent aux plus anciennes maisons de l'Europe, l'industriel chef de milliers d'hommes, et l'ouvrier, l'employé, avec leur maigre et parfois insuffisant salaire et tout homme quelconque n'ayant que

ses forces personnelles sont virtuellement égaux. La loi ne met pas d'obstacle à ce qu'ils puissent devenir égaux, mais comme elle n'enlève pas ceux existant, cette égalité reste abstraite et assez semblable à celle dont jouissent sans doute les âmes du paradis chrétien ou du nivarna Bouddhique. Il faut avouer que les mots ont un étrange pouvoir d'illusion. Cependant, dira-t-on, grâce à cette égalité, la fortune s'est déplacée et est devenue industrielle et bourgeoise. Non. Quand le principe a été inséré dans le Code, la transposition par les ventes des biens nationaux était chose accomplie ou en voie irrésistible de s'accomplir. Les lois politiques ne sont que l'enregistrement des mœurs. Elles en reflètent les égarements et en sanctionnent les mensonges. Elles sont surtout la justification du fait accompli. Avec le régime industriel et l'accroissement rapide et très varié des fortunes, il ne semble pas que l'égalité décrétée parlementairement tende à se réaliser. Ce besoin d'égalité correspond dans le peuple à un sentiment juste qui, comme toujours, revèt une forme inadéquate. En réclamant l'égalité dont il a une idée aussi confuse que celle de la Liberté, il entend protester contre les inégalités injustes. Les inégalités étant naturelles, elles ne frappent l'attention du peuple et n'attirent sa révolte que lorsqu'elles cessent de s'adapter au degré d'évolution sociale. Il se rebelle, dans un sens de justice, contre les privilèges qui ne sont plus justifiés

par des services au bien public. Son instinct est droit, mais la faiblesse de sa raison le pousse aux revendications irréalisables. Les mœurs sont encore tout imprégnées, malgré les articles d'un code tant admiré, des inégalités de la société purement monarchique et ces anciennes divisions qui devraient choquer l'esprit public dans des états démocratiques, aristocratie, bourgeoisie, peuple ont toujours du poids dans les rapports multiples des citoyens.

L'enregistrement de la loi a été hâtif et les mœurs ont eu un mouvement de retour. Légalement, il n'y a plus de classes et démocratiquement, il ne doit pas y en avoir, mais les mœurs les refont sans cesse et le peuple égalitaire s'en laisse imposer par l'aspect cossu du bourgeois et le titre du noble, le bourgeois par l'ancienneté ancestrale et l'aristocrate par la profusion dépensière du bourgeois, et tous s'efforcent de maintenir leur distance. Il y a là un déséquilibre que le progrès social fera disparaître. A qui pourra-t-on faire comprendre qu'un ouvrier d'élite, comme ils sont nombreux dans les villes, un contremaître dans une usine, soit inférieur à un type moyen de la bourgeoisie, employé ou fonctionnaire ou même de profession libérale. Très souvent il est non pas leur égal, mais il leur est supérieur. Les batailles de la vie le démontreront de plus en plus et il finira par obtenir de la crainte la considération que le bon sens et la justice auraient dû lui donner. L'aristocratie, la vraie,

a une culture de race qui est une supériorité. Il a fallu des siècles pour la former et le génie seul est l'équivalent des âges. L'écart est considérable entre la culture et la fortune bourgeoise : la culture manque à l'ouvrier, là est son infériorité. Mais des préoccupations d'art, une bonne volonté à se laisser former le goût par les intellectuels, les artistes, et non les moindres qui vont à lui, ne tarderont pas à racheter cette infériorité et à lui remplir l'âme d'un respect du beau dont se montrent incapables les classes riches qui de leurs dilections alimentent les jolis arts et les snobismes multiformes. Comment admettre aussi dans une démocratie cet effort de l'ouvrier à se faire bourgeois, et du bourgeois à se hausser jusqu'au titre, tandis que le noble vise à la forte dot. L'arrivisme est le producteur des fausses inégalités, et loin d'être un facteur de progrès, il maintient les classifications surannées contraires à la moralité sociale et aux structures neuves par lesquelles perdureront le génie et la vigueur des races. Nous souffrons toujours du mal inoculé aux jeunes ambitions et à son profit par Napoléon sous la fameuse formule : le sac du simple soldat contient le bâton de maréchal de France. Nous devrions nous convaincre que la société n'a pas les cadres d'une armée, qu'elle n'est non plus une estrade avec trois marches à gravir; peuple, bourgeoisie, aristocratie, et, au lieu d'inciter les nouvelles générations à des démarcations de frontières, il aurait été

plus sain et plus sage de leur dire : Restez où vous êtes de par la nature et le destin, quelque médiocre que soit la portion de sol où se posent vos pieds, l'air est libre au-dessus de vous et le ciel est ouvert. Elevez-vous. C'est dans le sens de la hauteur qu'est le progrès individuel. D'où vous êtes et fidèles à vos origines, vous pouvez atteindre à toutes les supériorités sociales, à toutes celles du moins qu'il peut y avoir de la fierté à revendiquer.

CHAPITRE VI. — De la fraternité.

Du haut de la chaire, le prêtre dit : Mes frères. Il a en vue une fraternité abstraite, il énonce un idéal, le terme est religieux ; il éveille les mystérieuses origines et les mystérieuses fins des êtres. Dans un monastère, la même appellation s'appuie sur une parfaite égalité. Dans nos sociétés de concurrence impitoyable, de lutte forcenée, de guerres homicides, de vainqueurs étalant sous les formes d'un luxe extérieur de vanité et de richesse leur victoire et de vaincus dont la défaite s'étale aussi dans la maigreur émaciée des visages et des silhouettes affamées, ce mot sonne d'une ironie, d'une hypocrisie cruelle. Non qu'il n'y ait des êtres fraternels, c'est-à-dire enclins à verser sur leurs semblables la même bonté tendre, sans distinction de richesse ou de pauvreté, d'élévation ou d'humilité, de vertu ou

de vice, de race, de nation, de classes, de catégories, réalisant ainsi cette idée égalitaire de la charité qui est la fraternité. Ils sont rares. Ils sont aux sommets de la vie et passent ou couverts d'obscure humilité, ou rayonnant d'une agonie que leur inflige l'irritation meurtrière des hommes ayant trop conscience en face d'eux de leur différence. Le tort de la raison ou de la déraison politique des penseurs qui ont formulé cette devise si logique et si bien ordonnée : Liberté, égalité, fraternité, a été de donner comme idéal prochain à une nation, à une race, à un moment de l'histoire, l'état infiniment lointain d'une humanité représentée par des races qui auront subi sous de répétées épreuves de profondes métamorphoses et si puissamment exaltée qu'elle aura dépassé ses propres limites et que son nom même ne pourra plus la désigner. Mais d'ici là, les étapes sont nombreuses, et s'il est vrai que la force d'action d'un idéal agit par sa hauteur même sur les hommes, il l'est davantage que la mesure, l'adaptation, la proportion sont les moyens efficaces de réalisation et que les idées sont faites pour éclairer et pour cela doivent être claires et que si le cœur de l'homme est un vase aux inconnues profondeurs, l'étroitesse de son orifice ne lui permet que l'absorption goutte à goutte du sang qui soulève les palpitations de son amour. Nous sommes tous frères, nous le sommes aussi des étoiles, des grands arbres et des humbles fleurs et des animaux dont

certaines espèces nous aident contre la Nature, cette mère à l'énigmatique amour. Nous sommes frères comme nous sommes libres. Dans la course à la vie, voyez les coureurs s'élancer du même point de départ et se disséminer de plus en plus à mesure qu'ils avancent vers le point d'arrivée. Nous sommes égaux comme cela. Certes, sur les horreurs d'une société que la crainte de son propre anéantissement livrait aux convulsions de la tyrannie romaine, la révélation de l'universelle fraternité des âmes a été pour les plaies vives de l'humanité, le divin beaume, et les mirages salutaires des millénaires, des occasions de redressement. Dans les mêmes espoirs fatigués, hélas, la marche hasardeuse s'est prolongée, mais l'heure actuelle, consciente des réalités proches, sans perdre de vue la si lointaine étoile, s'éclaire d'une lumière plus précise qui fait solides les pas et qui détermine dans la fixité des détails, ambiances et horizons.

Ceux dont le regard se limite au cercle des nécessités matérielles et dont les mœurs sont l'exacte répétition des actes approuvés des ancêtres, vivent sans inquiétude d'âme, et sans préoccupation aucune des écarts entre les principes et leurs applications. Ils passent, comme dit le poète, les yeux fixés à terre. Mais il en est dont la sensibilité frémit aux contacts subtils, qui ont des esprits chercheurs, — ils sont la substance pensante, — et qui peuvent recevoir de ce

déséquilibre moral, un choc funeste et pour eux et pour la société. Cette disproportion a engendré beaucoup de révoltes. La fraternité, cette abstraction lointaine bénie et désirée pour l'immense majorité des humains, n'est guère que le thème de belles exhortations qui planent dans un ciel où ne montent pas les âmes, tandis que les très chers frères continuent à se cuirasser d'égoïsme et à appuyer leurs paroles d'amour sur les constructions peu tendres de massifs engins de fer qui sont plutôt des œuvres de haine. Les âmes fraternelles ont par surcroît la justice, mais l'humanité moyenne n'atteindra l'amour que par la justice, aussi, le sentiment qui peu à peu doit envahir les cœurs et y régner est basé sur la compréhension de l'unité des efforts vers l'état meilleur que rêve le désir et qu'accomplira la volonté. C'est de solidarité qu'il faut pénétrer jusqu'à saturation les hommes. Tous peuvent sentir ce lien. Les rapports qui se multiplient le leur rendent plus présent. Ils voient mieux, bien que très vaguement encore les effets de retour des misères infligées, les répercussions fatales des événements dont ils se croyaient à l'abri, ils comprennent mieux que la vie s'organise par la lutte en commun contre les forces hostiles et que l'injustice qui frappe le prochain est une menace même à ceux à qui elle apporte de momentanés avantages. Nous pouvons tous être immédiatement solidaires. Nos intérêts d'existence

comme groupe national en dépendent. Notre vie matérielle est faite de solidarité comme notre vie morale de justice, notre vie spirituelle de fraternité. Et, puisque ce siècle semble voué à l'humanisation des forces matérielles, il est naturel que le sentiment d'où elle dépend s'intronise et domine. Il formera les assises solides sur lesquelles s'élèvera l'édifice futur de justice et de fraternité.

CHAPITRE VII. — Du gouvernement parlementaire.

La Révolution française qui a été européenne a doté l'Europe du gouvernement parlementaire, né en Angleterre. Les penseurs du XVIIIe siècle prenaient politiquement l'Angleterre comme modèle et les soldats de la France qui allaient mourir aux quatre coins du continent ne se doutaient pas que leur héroïsme fécondait pour l'avenir des idées germées sur le sol de l'implacable ennemie. On prête à Napoléon cette pensée qu'en Europe il ne pouvait y avoir que des guerres civiles. Quelle immense réalisation de solidarité lorsque l'unité des races européennes sera reconnue. Le parlementarisme d'importation anglaise et mélange adultérin de l'expansion française et de l'individualisme britannique s'est modelé tant bien que mal sur les tempéraments pri-

mitifs des peuples et a donné naissance aux constitutions variées qui forment la carte gouvernementale du monde. Il semble que le champ des expériences a été assez vaste et le temps assez long pour que nous soyons à même de nous rendre compte de ses vertus et de ses vices. La France a sans contredit offert l'arène expérimentale la plus significative grâce aux changements sériels de système depuis la Révolution jusqu'à la présente république. Mais, c'est justement pour cette cause que l'observation des avantages et des inconvénients d'une forme politique est difficilement observable. Inconsciemment, nous donnons aux événements historiques des proportions individuelles en prenant comme mesure suffisante d'expérience la durée d'une vie humaine. C'est comme si nous jugions cette vie humaine d'après un seul de ses jours. Les conséquences d'un gouvernement peuvent n'éclore que pendant le cours de celui qui lui succède. Pour la France, qui semble destinée, pour le bien du monde et son propre dam, à faire l'essai de tous les moyens collectifs de vivre, les périodes de gouvernement se suivent de trop près pour que les résultats de l'un n'empiètent pas sur l'autre. Le règne de Louis-Philippe a son prolongement économique et social sous l'Empire, et l'on attribue très probablement à l'Empire soit des maux, soit des biens provenant de son prédécesseur. Il en est de même pour Napoléon III et la république

actuelle. Les gouvernements sont des héritiers d'une dépendance plus complète que celle des individus et les erreurs à propos de leurs mérites et de leurs démérites doivent être constantes. Les erreurs sont inévitables pour celui qui envisage les faits de haut, sans esprit de parti et sans passion politique, alors qu'elle peut être sur ces mêmes faits la valeur des appréciations des hommes d'action pour qui tout fait est un moyen utilisable ou non et dont le jugement n'est que le rayonnement de la personnalité? Mais le gouvernement parlementaire, sous la forme soit monarchique, républicaine et même impériale, a cependant imprimé à nos sociétés des empreintes assez définitives pour déterminer à son égard une connaissance non dénuée d'exactitude et de profondeur.

Les défauts évidents, et ils sautent aux yeux, sont non pas la complexité, mais la complication de toute la machine politique, le manque de coordination, la lenteur magistrale qui en résulte, le débordement du fonctionnarisme; où la monarchie employait cinq commis, sous la république, au Directoire, en en comptait cent vingt; l'abondance des médiocrités, le choix de représentants inférieurs, qui ne pouvant avoir aucune conception d'intérêt général, se dirigent naturellement par leur intérêt particulier. La loi des affinités règle comme toute chose la politique et les électeurs cherchent dans leurs représentants le reflet agrandi de leurs propres inepties, mais souvent pour

leur plaire, ces derniers donnent de fallacieuses proportions à leur insuffisance. L'homme supérieur ne devient populaire que par l'exercice de ses moindres facultés. Ainsi formée, une assemblée a comme fonction le règlement de la vie tout entière dont les faits sociologiques sont les phénomènes les plus complexes. La plupart ignorent les lois des phénomènes les plus simples et les plus instruits le sont, hélas! très peu de la vie! L'homme de génie seul, s'il avait la chance d'y être admis et de vouloir y rester, serait digne de son rôle. Voilà les législateurs qui vont faire une concurrence plutôt déloyale à la Divinité. A vrai dire, ils ne font rien de semblable, la Vie continue, de son côté, et eux établissent, à grands renforts de propositions, de rapports, de discours, et à travers les chûtes ou les élévations de ministères, les règlements qui assurent ou la conquête ou la conservation du pouvoir.

Il est hors de doute qu'un despote d'intelligence moyenne gouvernerait mieux. D'ailleurs à toutes occasions, où il faut *gouverner* sous peine de mort, dans les crises de la vie sociale, émeutes, invasions, la dictature, quelque nom qu'on lui donne, apparaît. La concentration de toutes les forces dans un seul pouvoir directeur et leur subordination à ce pouvoir, est le salut.

Cependant des situations anormales seules peuvent nous faire regresser vers le pouvoir absolu.

Et avec raison. Nous sentons qu'il est dorénavant hors de notre évolution et nous craignons le despotisme des grands hommes comme celui des plus vulgaires tyrans. Le despotisme suppose un abandon des volontés qui empêchent tout agrandissement des consciences. Il donne à l'homme une stature prodigieusement mensongère en face de l'Univers où la science a réduit l'unité humaine à sa microscopique valeur. La prépondérance du meilleur serait-elle assurée qu'il faudrait la repousser, car dans une société dont les rouages sont devenus si complexes, le plus sage et le plus savant ne pourra jamais, réduit à ses seules forces, embrasser un ensemble si vaste et régler dans leur variété les actes de la vie sociale. Le despotisme ne peut plus être que, soit un instrument de conquête, d'oppression ou de défense, mais non le régulateur de la vie.

Le gouvernement parlementaire avec tous ses défauts, — ils sont nombreux et d'importance, — est cependant celui qui s'adapte le mieux au stade présent, et cela à cause d'une seule qualité, c'est qu'il n'annihile pas les initiatives individuelles. Celles-ci, jusqu'à ce jour, peu formées, habituées à être dirigées, ne se meuvent guère que pour s'annuler; mais le mal n'est pas intrinsèque, le parlementarisme a en lui-même son remède. Il peut, sans se détruire, se transformer, au contraire tirer sa force et sa grandeur des modifications qu'il saura s'imposer et des correc-

tions qu'il s'infligera. Il peut laisser mûrir et se développer les aspirations latentes vers le mieux, lentement, il est vrai, mais sans l'emploi de forces extérieures et se pénétrer des bienfaisantes influences élaborées dans le silence et souvent dans l'obscurité par les vrais législateurs du monde, les grands penseurs. Sous lui, par beaucoup d'erreurs, par des piétinements prolongés, des hésitations, des retours, une marche lente et chancelante, l'homme naguère sujet fait son éducation de citoyen. Le parlementarisme est le protecteur bénévole des peuples en mal de croissance. Il surveille les pas, empêche les heurts et les regarde marcher, quand ils veulent bien s'y décider. Il est le champ de bataille provisoire des opinions et ses victoires sont si prudentes qu'on ne distingue guère les vainqueurs des vaincus et que ceux-ci ne connaissent jamais le désespoir. Sa devise n'est pas : Vaincre ou mourir, mais vainqueur ou vaincu, vivre. Et il vivra. Certes, il représente assez fidèlement l'ignorance moyenne, mais il n'est pas nécessaire d'ètre savant pour sentir l'injustice des lois en vigueur et réclamer leur amélioration ou leur suppression. Seulement les Chambres devraient s'abstenir de légiférer ; elles devraient se différencier, rester la représentation nationale qui veille au bien commun, à la juste administration de la chose publique, « de la République » et abandonner le mécanisme régulateur aux groupes spéciaux, aux aptitudes incontestées.

Dans les grands pays menacés par tous les hasards des complications diplomatiques et par la guerre, la nécessité y a presque obligé les gouvernements. D'un tacite accord, les Chambres laissent une autonomie plus large à divers ministères, celui des affaires étrangères et de la guerre dont les titulaires sont relativement permanents et qui ont une liberté d'action plus grande. C'est dans cette voie que d'abord se feront les réformes.

L'idéal du parlementarisme est dans la répartition la plus générale du pouvoir public. Il faut que chaque citoyen se sente directement intéressé à la gérance du bien public, mais comme l'horizon politique de chaque citoyen est limité par ses capacités intellectuelles et par ses aptitudes spéciales, cette répartition doit s'établir d'après une échelle de valeur augmentant la somme de pouvoir, en proportion même de ces capacités. L'Etat serait une vaste pyramide où toutes les unités particulières, depuis les masses à peu près amorphes de la base jusqu'à l'aboutissement sublime du sommet dans l'unité de synthèse, concourent suivant leurs degrés d'élévation à la solidité pérenniale de l'édifice. Solidarité essentielle au cœur de tous, compréhension nette des droits et devoirs progressivement accrus, délivrance du pouvoir supérieur des ingérances basses ou simplement utilitaires, hiérarchie fondée sur les aptitudes considérées et honorées d'après leur degré d'adaptation au service de

la chose publique, ***de la République***, responsabilité effective individuelle, c'est sous de tels aspects que se réaliseront les tendances organisatrices du gouvernement représentatif.

Cette dissémination graduelle, il est vrai, mais si extensive de l'esprit politique, nécessite un point d'attache d'une solidité et d'une capacité de préhension d'autant plus grande. Elle requiert, comme contrepoids, un principe monarchique où la stabilité qui manquera aux parties du corps social perpétuellement en voie de dissolution et de reconstitution viendra se poser, car la pyramide est vivante et les hommes, ces agitations de chair, en sont les pierres. Dans les chapitres suivants, nous déterminerons plus à loisir les conditions d'existence de la monarchie dans l'avenir, mais déjà pour celui qui n'appartenant à aucun parti, peut être impartial, les faits présents ne sont-ils pas clairement révélateurs. Qui ne connaît le fort contrepoids de la puissance présidentielle de la grande République américaine. En cet Etat à peine unifié, d'un passé si proche, ayant toutes les intempérances d'une activité jeune et d'une ardeur qui n'a pas encore senti ses limites, de curieux symptômes se montrent. Si, parmi les émigrés qui, d'Angleterre, vinrent humaniser le sol vierge, s'étaient rencontrés les descendants de quelque famille royale, qui sait si, par eux, ne se serait formé un lien traditionnel entre la vieille Europe et la jeune Amérique.

Ce besoin de traditions est le tourment de ce peuple. Mais elles ne s'achètent pas. Ni l'initiative, ni le travail seuls ne les créent, et il faut l'épreuve des siècles, et c'est encore là un des aspects inhérents à la royauté. Dans l'histoire du monde, il faut bien convenir qu'elle a le record de la tradition, et qui dit tradition ne dit pas conservation, comme on le croit trop souvent. Tout progrès est nécessairement traditionnel, puisqu'il dérive d'un état antérieur qui aussi fut un progrès. La tradition est le lien des états de conscience des sociétés. Elle est la mémoire de l'humanité. Les Américains sentent bien que l'argent ne vaut pas le respect que leurs pratiques extérieures lui vouent et que si le veau est d'or, il n'en est pas moins un veau.

Et la République en France n'est-elle pas franchement une monarchie déguisée? Sauf une cour, — cet appareil monarchique sous l'ancienne mode est probablement hors de service, — le Président de la République ne vit-il pas, n'agit-il pas, ne représente-t-il pas en roi. Les anciens châteaux de la couronne Marly-Fontainebleau-Compiègne-Rambouillet l'ont pour hôte. Ses voyages, les acclamations et même les oppositions qui y éclatent révèlent les instincts traditionnels du peuple. Il n'y a vraiment qu'une république, c'est la Suisse, où le Président disparaît chaque année avec la chute des feuilles, État fédératif d'exceptionnelles conditions que ses

montagnes protègent et qui sont sa royauté. Mais, en France, la République est née des rivalités entre trois familles ayant régné. Elle s'est imposée pour mettre fin à des compétitions, souvent maladroites et comme obstacles ne rencontrant que des faiblesses; elle s'est peu à peu établie, maintenue et solidement constituée. Son triomphe vient aussi de ce que, au principe monarchique, d'une façon arbitraire, est jointe une idée de recul et qu'on le considère comme une synthèse de l'aristocratie. Pourtant, dans tout le passé historique, nous voyons la monarchie grandir sur la ruine des seigneurs féodaux et la prépondérance royale s'affermir de tout ce qu'elle prend à la noblesse. Et la tradition monarchique est si forte que, malgré elle, la République la suit et que la Convention agit comme Louis XIV. Les formes politiques sont les vêtements du corps social. Les coupes en sont variées, l'orientale, la grecque, la romaine, l'anglaise fort à la mode. On croit choisir celle qui s'adapte le mieux, celle qui protège et ne gêne pas, mais toutes celles importées gênent et n'ont qu'une fausse élégance. Il n'y a pas à choisir, la société tisse son enveloppe comme le ver à soie son cocon et celle-ci se moule fidèlement aux structures. Elle a comme ouvriers le temps, les mœurs et la race.

CHAPITRE VIII. — Formation des Élites.

Il y a lutte, croyons-nous et disons-nous, entre l'Esprit ancien et l'Esprit nouveau. Nous attribuons au premier, que nous qualifions volontiers de monarchique, une imitation préméditée du passé et au second, étiqueté républicain, un besoin de rénovation et de progrès. En réalité, il n'y a ni esprit ancien, ni esprit nouveau. Il y a l'Esprit qui se débarrassant successivement des formes ayant été ses habitats plus ou moins durables, évolue. Ce qu'on nomme l'esprit ancien contient en germe l'Esprit nouveau. Ces barrières sont factices ; elles sont créées de toutes pièces par ceux dont la pensée aisément s'ankylose, et qui, infligeant au perpétuel devenir les limites de leur esprit, se cantonnent, soit dans le passé, aveugles à l'avenir, soit dans l'avenir, aveugles au passé. L'étroitesse est la même et l'aveuglement. Pour saisir

le Présent, c'est-à-dire le réel, il faut réunir dans un même coup d'œil ces deux extrêmes dont la jonction le constitue : l'avenir et le passé. La prévision de l'avenir dépendant de la connaissance du passé, ces deux notions se développent l'une par l'autre. Sans avoir recours au fait incontestable de monarchies plus libres que des républiques, il est aisé de voir que ces oppositions sont fantaisistes et prises à l'arsenal politique des partis. Ce qui est aussi certain, c'est que la dissociation, en infusant une parcelle de pouvoir à chaque unité sociale et de cette décomposition formant le suffrage universel, a atteint le point descendant extrême de la spirale, et qu'une élaboration ascendante commence.

Le développement social est étroitement lié à la religion. Gardons-nous de sectarisme, du clérical ou du libre-penseur. Reconnaissons que, comme l'homme, hôte venu du mystère, la société grandit sous la protection de la croyance. La religion est le lien primitif d'autant plus fort qu'il se perd dans l'invisible et les aurores des civilisations sont roses du sang des martyrs. Les jeunes espoirs n'ont pas de limites. L'Eglise a été, dans les premiers siècles, une mère de vaillance. Elle était le seul pouvoir resté debout. Elle apportait aux barbares le flambeau d'amour allumé au calvaire. Elle absorbait ce qui restait vivant dans le paganisme. Double dépositaire des richesses du passé et de l'avenir, elle fit l'éduca-

tion de ces durs hommes du Nord, au cœur fidèle et au cerveau épais. Ces temps sont beaux de ferveur religieuse qui était alors sociale. Toutes les délicatesses du cœur alternaient avec les férocités de la barbarie, dans ce moyen-âge énorme et délicat selon Verlaine. Les auréoles des saints pacifiaient les âmes et les évêques scellaient de leur sang l'affirmation de leur foi. Le clergé fut l'instructeur. Il mit à la portée de ces intelligences embrumées la subtilité des dogmes et les profondeurs des révélations, et les terribles écoliers se soumirent et docilement apprirent. Au XIIe siècle, les intelligences affinées et toujours à l'école se sentaient le besoin d'un enseignement autre que celui de leurs premiers ans. Leur jugement formé par l'Église s'exerça librement et alors s'engendrèrent les sectes. L'Eglise se refusa à reconnaître cette transformation des esprits. Innocent III forgea l'inquisition contre les Albigeois. Mesure funeste, car elle préparait le divorce de la Religion et de la science. Désormais, le clergé n'est plus la seule élite, une autre se forme qui vite grandira et deviendra directrice des intelligences. Déjà l'opposition aux papes, avec la divine comédie du Dante, s'affirme d'une ineffable grandeur. Puis viennent les érudits de la Renaissance, la théologie raisonneuse de la Réforme, et les philosophes du XVIIIe siècle et enfin la science moderne entièrement dégagée de toutes attaches religieuses, conciliante parfois et parfois aggressive.

La hantise de domination universelle que la succession de l'Empire romain mit au cœur de l'Église avec la suggestion de l'imposer par la force, l'entrava dans sa mission spirituelle et lui fit perdre cette domination même.

Élevés par le clergé, la plupart des jeunes gens, à l'âge d'adulte, s'émancipent. Ce fut par une génération grandie sous la direction des Oratoriens et des Dominicains que la Révolution fut faite et les décrets hostiles à l'Eglise portés. Maintenant encore le clergé ne parvient guère à assurer profondément chez les jeunes générations les convictions religieuses. Il est vrai que l'enseignement laïque n'a pas plus de stabilité. Une incursion dans les lettres, les arts et les sciences nous démontre que presque tous ceux qui les illustrent n'appartiennent plus à un culte positif. Les quelques grands écrivains et grands artistes religieux ne trouvent ni admiration, ni sympathie, ni justice chez beaucoup de leurs congénères. Ce sont leurs adversaires qui les aiment le plus. Cependant les aspirations religieuses n'ont pas baissé. Au contraire, à une époque d'un matérialisme fortement intronisé dans les hautes sphères sociales, a succédé une sympathique compréhension des phénomènes de la croyance et les méthodes expérimentales et positives démentant toute attente ont fait naître des désirs d'au delà et ont redonné aux âmes le goût de l'infini. Pourtant, si l'antagonisme, en quelques points, se

modère ou s'efface, la séparation entre la Religion et la Science se maintient. Il est probable que la Religion, sans rien perdre de sa force sociale et tout au contraire, en l'avivant au contact de ce qu'a produit de meilleur l'esprit laïque, se réfugie de plus en plus dans les consciences individuelles où la Foi trouvera un sanctuaire inviolé et respecté. Les actes de la vie publique cesseront de se couvrir de masques, soit religieux, soit antireligieux. Et nos descendants ignoreront le cléricalisme. Peut-être même la papauté, acceptant le fait établi et se délivrant des terrestres embarras de la politique, grandira moralement de tous ses soucis tournés vers le « royaume qui n'est pas de ce monde ».

Quoi qu'il en soit, pendant que s'affineront les consciences, refuge des vérités religieuses, la science pénètrera de plus en plus la vie. Effaçant cléricalisme et doctrinarisme, elle prendra la direction des forces sociales. Cette venue, notre génération la prépare. Elle ne la verra pas sans doute, car si cette époque est celle de l'analyse et même à outrance, elle ne l'est pas de la science. Nos spécialistes sont des pionniers déblayant le terrain. Ils sont les ouvriers mais non les architectes de l'avenir. Aucun temps n'a moins reconnu et honoré le penseur et peut-être le vrai savant; ainsi que le poète, le philosophe est considéré comme une inutilité splendide, quand il est considéré, et nos savants ne voient guère dans la phi-

losophie qu'une généralisation provisoire des résultats derniers de l'expérience. Elle est cela, mais ce n'est pas à cela seulement qu'elle aboutit.

La pensée humaine en fermentation dégage de tous les éléments en fusion un sentiment intense de vie qui donne au corps social une plasticité le rendant apte, dans ses structures peu profondes, à des modifications rapides. D'où les surprises, les évaluations trompeuses, les observations, vraies quant aux faits, erronées quant au temps. Pour qui peut se dégager des obscurités passionnelles dont s'enveloppent ces labeurs énormes des forces, cette élaboration de toute une société qui se fait anormalement visible est un des plus grands spectacles de vie. Tout cela est changé, et nous parlons encore d'aristocratie, de bourgeoisie, de peuple, de classes déterminées avec des attributs déterminés aussi ; mais nos paroles ne sont que des réminiscences. Examinons sans parti pris et sans haîne.

Sous une démocratie où les citoyens jouissent de l'égalité abstraite devant la loi, les classes n'ont pas d'existences légitimes. Il n'y a plus de privilèges. Mais les mœurs, contredisant les lois, tendent à reformer ce que celles-ci ont défait. Les vieilles formes luttent pour se maintenir et dans cette réaction maladroite contre l'auguste devenir hâtent leur irrémédiable ruine.

L'aristocratie des sociétés chrétiennes a été mili-

taire. Elle payait l'impôt du sang. Les titres de noblesse dénotent des défenseurs de frontières. A travers un passé de sang, son âme brille d'énergie et de grandeur. Mais au nom de quels services spéciaux, l'aristocratie à l'heure actuelle prétend-elle former dans la société un groupe distinctif? Qu'est-ce qu'elle garde, qu'est-ce qu'elle défend, qu'est-ce qu'elle représente? Ses croisades se font vers l'Amérique milliardaire où au lieu du Saint-Sépulchre scintillent des attirances d'or qui retrempent les vieux blasons, ou bien elle pratique les sports et l'automobilisme, parfois même la vie agricole, mais le pouvoir, elle ne l'a plus et elle ne fait rien pour le reconquérir. L'hostilité envieuse de la démocratie contre elle n'est qu'apparente. Les journaux, interprètes des fluctuations de l'opinion ou des convictions ou des intérêts d'un parti, expriment rarement les sentiments permanents et les instincts des races. Or, toujours envié, et partant désiré, ce don, la naissance, c'est-à-dire cette culture élaborée pendant des siècles par la sélection au sein des nations civilisatrices, cet équilibre que donne l'habitude de vivre au-dessus des besoins matériels et des basses besognes, bref ce qu'on a appelé noblesse, constitue toujours pour tous, surtout pour ceux qui la haïssent, une indéniable supériorité. Et si l'aristocratie, au lieu de s'entêter à l'impossible maintien de préjugés qui n'existent plus que dans sa mémoire, s'était adaptée à l'évolution de l'esprit

social, dans la concurrence pour le pouvoir, elle avait toutes les chances. Les masses subissent encore le prestige du nom et de l'ancestralité, et il eût mieux valu, pour les « anciens nobles », rester conducteurs d'hommes que de devenir conducteurs de chevaux ou de chars automobiles. Cependant, parmi ces aristocrates quelques-uns sentent en eux la conscience de leur temps et envisagent, sans crainte, les transformations d'une société qui aspire à plus de vie, comprennent que, avec le socialisme même, ils pourraient se retrouver comme autrefois en tête, les chefs, les meilleurs « aristocrates ». Ils bénéficient de par le Destin et la Nature d'une avance sur les autres coureurs dans l'humaine arène, et un homme aux reins et aux muscles forts et au cœur solide se doit de la maintenir. Il se formerait ainsi une élite précieuse, car tout ce qui a les siècles pour élaborateurs est précieux.

Le triomphe de la bourgeoisie coïncide presque avec son déclin. Aucune classe ne s'est usée aussi vite. Avant la Révolution, sa vie est déjà longue, et sa prospérité grande. Elle constitue les parlements, toute une hiérarchie secondaire très forte, qui n'aura qu'à prendre conscience de cette force pour s'emparer du pouvoir. Cet avènement s'est fait à travers tant de violences — Robespierre coupait les têtes et les Jacobins ramassaient les biens nationaux — qu'il semble avoir amené une dissolution prématurée, car s'il y a

des mœurs bourgeoises, elles sont même prédominantes, il n'y a plus de bourgeoisie. Parmi les hauts bourgeois, les uns sont devenus par leurs richesses soudainement décuplées des financiers ou des chefs d'industrie et prennent la place des hauts barons du passé et de la noblesse dont ils restent par le caractère aussi distants que des petits bourgeois devenus eux des employés, de minuscules patrons, des prolétaires et à leur mode, humbles vasseaux.

D'autres ont considéré la richesse comme exclusivement créatrice de jouissances personnelles et se distinguent dans les fastes de la *grande vie* sous l'appellation sottement naïve de *fils de famille*.

Les dots des filles vont alimenter les sources monétaires singulièrement desséchées de la vieille aristocratie sans pour cela en modifier visiblement l'état moral et social. Les qualités de simplicité, d'ordre et de mesure qui lui étaient autrefois familières, la bourgeoisie les a changées en un luxe très compliqué, très artificiel et très apparent et très contradictoire à tous les principes livresques qu'elle encourage.

La partie la plus active de cette classe dénuée de capitaux retournera au prolétariat, car on ne peut maintenir l'ancienne dénomination de peuple à ces activités de tous genres qui, avec les ouvriers et les paysans, forment la masse vive des nations et où l'étude, le savoir, les connaissances pratiques sont surtout répandues. Cette masse de travailleurs bour-

geois est en train de se transformer d'un mouvement rapide, non qu'elle s'égalise, au contraire, elle se différencie. Une certaine égalité d'instruction se produit, grâce à l'obligation, mais l'instruction n'est pas le facteur suréminent d'élévation sociale qu'on s'est figuré. Le préjugé a assez longtemps régné et va disparaître. La culture est un facteur d'une tout autre puissance. Or, les masses s'instruiront facilement et déjà, à cet égard, les classes riches sont dépassées, mais leur éducation sera plus longue et plus difficile. Il y a là une réelle infériorité. Cependant des moyens intensifs et méthodiques, tels que de fortes études esthétiques, peuvent hâter ce développement intégral.

Beaucoup d'ardeurs s'y emploient. Des artistes s'y consacrent et ce sont ceux en qui vit le plus noble idéal et qui sont exempts de maniérisme. Il faut que l'art pour le peuple diffère de l'art mondain. Il faut que l'esthétique rende la foule consciente des instincts supérieurs de la race en concrétisant dans des œuvres de simplicité et de beauté les formes qu'impriment à la vie les coutumes journalières, les attitudes du travail et de la pensée. Le danger dans ces essais d'esthétique populaire est d'inoculer à des esprits neufs ce goût déplorable du joli ou du compliqué ou du « troublant » que le dilettante mondain affectionne et que cultivent pour l'amour *de l'or pour l'or* trop d'artistes patentés. Heureusement les êtres frustres y sont peu enclins. Sur les grandes scènes

de Paris, jouées par de talentueux interprètes, le peuple a le spectacle ou gratuit ou très peu dispendieux, des chefs-d'œuvre. Qu'adviendra-t-il de cette belle poussée d'idéal? Avortera-t-elle? Aboutira-t-elle? Contre les obstacles, les espoirs et les courages seront-ils assez forts? Et les élites intellectuelles se formeront-elles,

Dans cet âge plein d'ombre, au mortel bruit des armes?

Il faut compter sur des relâchements, des demi-succès, mais si, vers le milieu de ce siècle, cette culture populaire florissait, on assisterait alors à une transmutation des valeurs sociales incomparable. L'effondrement subit des unes et la surélévation des autres auraient lieu dans de telles proportions que, pour s'en faire une adéquate image, il faudrait songer aux scènes bibliques où les mers soudainement submergent les continents et de l'abîme où ils disparaissent en font surgir d'autres, nouvelles terres baignées de nouvelles aurores.

Mais la Nature ne fournit les cataclysmes qu'à de longues échéances et ses réalisations s'accomplissent à travers les atermoiements et les inachèvements. Cependant, la transformation des superficies sociales est à l'époque actuelle plus accentuée que jamais et ce n'est pas sans raisons que ce siècle est celui de la vitesse. L'énorme richesse bourgeoise s'est faite en moins d'un demi-siècle et les familles maintenant au pinacle se sustentaient, il y a cinquante ans, par d'obscurs labeurs de petits boutiquiers ou d'infimes

industries. Le renouvellement qui se prépare sera de plus large envergure. Voyez toutes ces associations, ces conglomérats, toutes ces ligues qui se forment avec des préoccupations jusqu'ici laissées au gouvernement et ainsi s'opposent aux politiciens de profession. Pensez à l'importance que prendront les ouvriers industriels quand le machinisme scientifique aura définitivement asservi la matière et que le savant dominant la vie, réclamera sa place aux sommets sociaux. Vivez par la pensée le rêve de vie dont les intenses et aliciantes images exaltent les cervelles de nos contemporains et vous conviendrez que nous sommes à un tournant de l'universelle histoire où « des élites se forment ».

CHAPITRE IX. — Science et Monarchie.

A considérer le peu de temps qu'il a fallu à l'Industrialisme pour s'introniser dans la société et en prendre la direction, on peut espérer beaucoup de la plasticité de l'organisme social. A la société féodale qui sanctionnait le droit du petit nombre sur la masse du peuple, le régime industriel a succédé en prenant pour but l'amélioration du plus grand nombre, c'est-à-dire de la classe pauvre et comme réalisation le développement de la richesse. On ne peut dire que le but ait été atteint et même que les efforts d'amélioration y aient toujours tendu. Si la classe pauvre a participé à l'accroissement considérable des richesses, sa part a été minime, quand on la compare à celle du lion et la somme de bien-être qui lui est revenue est plutôt due au progrès scientifique et à la hausse du prix de la vie. L'industrialisme contient même

substantiellement une tendance à centraliser à l'extrême la richesse et partant aller à l'encontre des visées qu'il proclame et la dureté du seigneur féodal, qui n'était pas dur de par la nécessité, a été remplacée par un anonymat d'une cruauté implacable, de par la nécessité de sa nature, cruauté corrigée par des mesures de philanthropie et de charité, collectives et individuelles qui, par leur nombre toujours accru, font l'incontestable preuve du mal qu'elles s'efforcent d'adoucir. L'industrialisme est une conception scientifique qui fait tout dériver de l'Economie politique. Or, cette science n'était qu'à son aurore, et malgré le génie de quelques-uns de ses créateurs, composée en partie de généralisations hâtives que l'expérience viendrait démentir. Donc la faillite s'imposait fatalement, et c'est peut-être la constatation de cet échec d'une science particulière encore informe qui a fait naître dans l'esprit du critique de la *Revue des Deux-Mondes* l'idée malheureuse de la faillite de la science. Mais, malgré l'insuccès inévitable de ce hâtif essai, le principe reste et l'application en est de plus en plus nécessaire et en même temps de plus en plus possible. Cette idée de l'organisation scientifique du pouvoir est dans l'esprit des maîtres de la philosophie positive. Pour réagir contre l'anarchie mentale où nous vivons, Comte, dans un besoin d'ordre et de réglementation, avait imaginé son aréopage de savants et semblait s'être inspiré de l'organisation ecclésias-

tique de l'Église, au moyen âge. Il est bien certain, en eftet, que si l'on attribue à la Science la direction de la société, direction reconnue et suivie dans le domaine des lois physiologiques telles que l'hygiène, on doit y soumettre aussi les sphères supérieures de la morale et de la politique. Les obstacles — et ils sont réels et nombreux — proviennent d'une synthèse scientifique encore imparfaite et peu adéquate, mais le principe se dresse absolu. Pour sa réalisation, il a l'avenir et les efforts continus des millions d'intelligences qu'il éclaire. L'échafaudage du parlementarisme, qui est une moyenne entre la science et l'instinct populaire, n'aura bientôt plus d'utilité et cette maxime qui est comme son palladium de philanthropie « le bien du plus grand nombre » révèlera son incontestable cruauté, car pourquoi faut-il que le petit nombre soit sacrifié? Quelle extraordinaire moralité qui règle le bien sur le *nombre* y participant! Tant que la joie du plus grand nombre sera alimentée par les pleurs du petit nombre, il n'y aura pas de sens moral collectif. Les avantages de bonheur humain obtenus par les labeurs et les souffrances des ancêtres que nous continuons dans les mêmes luttes, doivent être reportés sur tous, quitte à voir cette répartition universelle abaisser considérablement leur niveau. Si cela demeure difficile ou, en certains cas, impossible, on ne doit pas prendre comme inspiratrice une maxime qui y contredit.

A cette nouvelle forme sociale si opposée à l'ancienne, c'est-à-dire l'industrialisme, la monarchie s'est pourtant adaptée; elle n'en a point gêné l'essor et, dans certains pays, comme la Belgique, elle l'a considérablement secondée de son initiative personnelle et avec Léopold II, la royauté, sans amoindrir son antique prestige, a su se faire moderne, suivant la signification ordinaire de ce mot, et agir sur le monde contemporain par les influences que lui-même a choisies, les grandes entreprises financières. Un mot résume tout cela : les affaires. Ce n'est certes pas l'idéal, mais c'est l'idéal du temps. Cette influence de l'argent toujours agissant à toutes époques, mais en ces jours spécialement prépondérante, est aussi un résultat du parlementarisme qui est lui-même une spéculation et avec la transformation de celui-ci, elle se modifiera elle-même et sans s'amoindrir, perdra cependant sa toute-puissance politique. Les détenteurs du pouvoir ne la créent pas, non plus que les détenteurs de la richesse ne créent la richesse. Les forces réellement créatrices et incessamment productrices, bien que concentrées en des groupes d'individus, sortes de centre nerveux de l'organisme social, sont impersonnelles et c'est pour cela qu'elles ont besoin d'être *représentées*. Quelque dominatrice que soit la Banque, jamais un peuple ne la prendra comme symbole de domination. Un peuple, en effet, est un ensemble d'individus qui, hormis une élite, — comme

nombre, elle compte peu — vivent surtout par les sens. Ils sont réfractaires aux abstractions et leur jugement même se nomme « le bon sens ». Il leur faut une représentation concrète, non pas disséminée en diverses unités, mais personnelle, symbole vivant qu'ils puissent voir, admirer, avec lequel ils puissent communiquer, et ce besoin est le plus grand chez un peuple qui engendre son unité. Voilà pourquoi il existe peu chez des fédérations comme la Suisse ou l'Amérique, où il n'y a pas de vie nationale, où chaque province est un petit Etat presque autonome. Pour cette dernière, la vérité de cette observation n'est plus de longue durée.

Au fond, la République française est une monarchie présidentielle.

Certes une nation de philosophes et de penseurs n'aurait aucun besoin de roi, car tout être qui a fait de sa pensée le miroir du monde est le créateur de sa propre royauté, mais il va sans dire que rien n'est plus chimérique et que, pendant d'interminables siècles, les sens domineront l'esprit. Le progrès matériel n'y change rien, tout au contraire, en affinant les sensations, il les développe, les rend plus délicates, plus subtiles et plus dominatrices. Un mot à la mode et révélateur est : *sensationnel.*

Ce que nous nommons le progrès et qui n'est qu'un de ses aspects, et non le plus nécessaire, ne diminuera en rien chez les foules le besoin atavique

de contempler leur propre force dans un être au-dessus d'elles et qui ne dépend pas d'elles, et dont, à cause de cela, elles espèrent leur bien. On pourra juger, mépriser, blâmer, approuver ce sentiment. On ne le détruira pas. Le monarque est le pouvoir personnifié au-dessus des conflits, des compétitions, des rivalités, au-dessus de l'opinion. Il est évident qu'historiquement, il ne l'a pas toujours été, mais il a toujours tendu à l'être, et, en même temps, qu'un magistrat élu ne peut être cette personnification, parce que, surgi de la foule, il dépend d'elle et que son élection repose sur l'opinion. Il n'est chose moins scientifique que l'opinion puisque, sur un même sujet, plusieurs opinions opposées et respectables peuvent exister et il suffit de considérer quelque courte période d'histoire contemporaine pour remarquer l'inconstance plus que féminine de celle que les politiciens appellent la reine du monde. Nous savons d'ailleurs de quels fantômes elle est faite. Les foules, constituées en assemblées, ou à l'état simple, ne peuvent avoir que des opinions. Si l'opinion est soumise aux fluctuations sentimentales des foules, elle est par son instabilité même susceptible d'une bonne direction comme d'une mauvaise, et, en admettant que le magistrat élu soit choisi parmi les plus dignes, il n'en reste pas moins le protagoniste d'une doctrine et le représentant d'une classe ou d'un système de gouvernement. Son avènement dépend d'une victoire,

c'est-à-dire d'une défaite aussi et son autorité s'étend sur des vaincus qui nourrissent l'espoir d'une revanche. Puis ce triomphe, souvent chèrement acheté, est à renouveler à périodes brèves, et les chefs successifs que la volonté populaire élève sur le pavois, détermineront par leurs différences, des écarts dans la direction générale où la continuité est une force. Il est vrai que le régime constitutionnel ne permet pas au premier magistrat une participation directe aux affaires, mais son influence personnelle, quand il veut agir, a toujours de l'efficacité. Ceux-ci sont les arguments politiques habituels dont on admet ou dont on conteste la pertinence, mais il est d'autres raisons prises à une sphère supérieure et qui sont grosses des résultats d'une profonde observation psychologique et d'un savoir dérivant de tout le progrès scientifique où nous sommes parvenus.

Il n'est pas vrai que, pour mieux agir avec les hommes, il faille vivre au milieu d'eux, être un d'eux, *primus inter pares*, ne se différencier ni par l'origine, ni par les mœurs, ni par l'entourage journalier. Cela n'est possible qu'à un être de stature plus qu'humaine, au héros antique, au prophète, au Bouddha, à Jésus, à ceux qui subissent le contact humain sans en être amoindri et sur la nature desquels l'emprise des foules est impuissante. Il ne faut espérer cela normalement, ni d'aucun magistrat élu, ni d'aucun roi. Ils doivent être placés dans des conditions qui les pro-

tègent et contre eux-mêmes et contre les autres. Un certain isolement mettra autour d'eux une barrière d'un facile accès, cependant. L'exhaussement d'un trône les rendra plus visibles. La tribune est favorable à l'expansion de la parole, le trône à celle des actes. Paroles et actes obéissent aux lois de la pesanteur, leur portée dépend de leur hauteur. Que de paroles proférées, que d'actes accomplis, auxquels, pour éclairer le monde, il ne manque que cela.

La moyenne de la vision humaine est très bornée; il faut la secourir, et c'est pour cela qu'il y a un art de gouverner. Le passé n'offre guère, à cet égard, qu'empirisme; cependant il n'y a pas progrès, car le suzerain féodal était, par une éducation appropriée et une discipline spéciale, mieux préparé à ses fonctions que le roi des temps modernes. Aujourd'hui, tout dépend de la personnalité, des goûts, des aptitudes, des sentiments et des idées et de la volonté du souverain. Il a souvent la claire conscience qu'il identifie un Etat, et parfois cette conscience le rend digne de cette identification, mais il n'a pas toujours la claire ou obscure conscience qu'identifier un Etat, e'est s'y subordonner, et qu'en termes très simples il est fait pour l'Etat, et non l'Etat pour lui. De là, la nécessité d'un enseignement méthodique, d'une culture adéquate, d'un apprentissage, d'un noviciat, toute chose déterminant une adaptation à la fonction la plus haute et qui exige la connaissance des rapports les plus éten-

dus. Ces préparations sont exigées pour les professions d'où dépendent la santé ou l'honneur des citoyens, celles de magistrats et de médecins, et même la santé des bêtes — vétérinaires — et les intérêts collectifs des peuples sont livrés au pur empirisme, et cela parce que la société moderne se développe inharmoniquement, sans idée de synthèse, parties par parties, incapable de constituer une unité et de concentrer à un point d'attache les indéfiniment nombreux fils de l'immense toile qu'elle tisse et qui l'embarrassent, et dont un grand nombre lui échappent.

Il y a donc un art de gouverner, ou plus exactement, dans les conditions actuelles de la monarchie, un art de régner. Cet art, l'expérience et l'initiative individuelle le remplacent, mais pourquoi ne pourrait-il se former? Nos habitudes d'esprit analytique font concevoir comme chimérique tout ce qui les dépasse et tout ce qui les contredit, et cependant, sous peine de périr, la société doit se simplifier. Cette simplification n'est nullement opposée à une différenciation de plus en plus grande et de plus en plus harmonique. Pour un magistrat élu, dont les brèves années de pouvoir sont comptées, cet art n'est pas. Il faut, comme champ d'exercice et d'expériences, une famille. Darwin nous a montré le rôle de la sélection dans les races. Cette idée va de pair avec celle d'Evolution ; l'une s'opère par l'autre, et réciproque-

ment. Les familles royales sont une sélection. Comparativement, leur passé renferme le plus grand nombre de faits vitaux. Songez à ce qu'elles représentent d'événements, à travers combien de catastrophes, de splendeurs, de chutes, de vicissitudes, de misères et de triomphes elles ont vécu. Quel déploiement d'activité, de ressources, d'ambitions, d'énergie et parfois de génie; quelle accumulation d'actes significatifs dans une seule lignée où se concentre la substance de la vie nationale. Sélection terrible, souvent nourrie des tortures individuelles, sélection fatale que mène le Destin. Les volontés personnelles y sont quelquefois inconsciemment contraires; ainsi la funeste habitude des mariages consanguins. Même en cet âge démocratique, la sélection fort entravée se maintient. Cette sélection, encore non réglée, troublée par les passions, s'exagérant en certaines parts, ne se fait pas sans déchets, sans dégénérescences individuelles et doit être considérée dans l'ensemble de la genèse familiale. Alors il est facile de discerner, chez les descendants des familles royales, des aptitudes psychologiques d'une rare profondeur, un jugement rapide et sûr de la valeur morale des hommes. Des longues luttes ataviques de leur race, où, en face de perpétuels ennemis, deviner, prévoir, déjouer, était une nécessité d'existence, ils tiennent une sagacité qui leur livre facilement les dessous peu décoratifs et toujours masqués des humaines pensées. Cela est

inné, inconscient. Les autres n'y arrivent, à moins de génie, que grâce à des conditions spéciales, des observations répétées, des études, des contacts fréquents et variés, toutes sortes d'efforts.

N'est-il pas scientifique que la répétition des actes de générations en générations produise les aptitudes, les instincts, les caractères? Une famille où tous les membres ont d'une filiation à l'autre exercé la musique, a des enfants doués d'aptitudes musicales. Une famille où tous les membres d'une filiation à l'autre ont exercé la parole, a des enfants doués d'aptitudes verbales. L'expérience est patente, et elle ne porte que sur deux ou trois générations au plus; et elle n'aurait plus de valeur à propos de facultés cultivées pendant de nombreuses générations jusqu'au plus lointain passé ancestral. Il est aussi avéré, hélas, que l'absence de méthode qui est la caractéristique de notre éducation et de volonté persévérante et éclairée a manqué et manque pour les souverains, comme elle manque d'ailleurs pour tous, et que malheureusement, ils n'ont à cet égard aucun privilège. Seulement, en eux, la tâche est préparée par une sélection naturelle qui, dirigée et amplifiée par le savoir, atteindrait rapidement une magnifique hauteur. A défaut de méthode et d'organisation, l'initiative du prince doit prévaloir. Que l'isolement qui n'est qu'une ligne de démarcation nécessaire ne soit surtout ni moral, ni intellectuel, que tout au contraire, il faci-

lite les communications en les centralisant; qu'un perpétuel contact mental l'unisse aux élites où se condensent les forces vives de l'âme du peuple. Jadis, c'étaient le clergé et la noblesse; maintenant, ce sont les groupes multiples et variés que forment les hautes personnalités du clergé, de l'aristocratie, de la science, si complexe et si envahissante, des lettres, des beaux-arts, des arts du commerce et des métiers, pourquoi pas? Que le souverain puisse, quand il le voudra, tâter le pouls au corps social. Dans un Etat démocratique, les élites sont les aristocraties. Mais s'il est loisible de dire qu'elles se forment, il est trop certain qu'elles ne sont pas formées. Quelque supérieures que soient certaines figures politiques, nos assemblées ne représentent pas l'élite de la nation. Le suffrage universel, ou de quelque autre nature, ne peut en rien fixer les valeurs intellectuelles et l'honneur qui est dû à un Claude Bernard, à un Pasteur, à un Guyau, à un Rodin, à un Puvis de Chavannes, à un Leconte de Lisle, à un Paul Adam et à tant d'autres. On ne peut être jugé que par ses pairs. La supériorité seule reconnaît une supériorité analogue, pourvu que des conditions différentes empêchent l'envie et les rivalités. Les élites se jugeront entre elles et se classeront par leur jugement. Mais le déplorable spécialisme du savoir contemporain rend presque impossible cet équilibre. La plupart des littérateurs manquent de

science sociologique et n'en ont même pas le désir, comme la plupart des savants se piquent de dédain pour les lettres tandis que nombre d'artistes parviennent à joindre ces deux ignorances. Beaucoup n'envisagent les études philosophiques que comme une matière à examen dont la vie débarrasse et délivre. L'absence de synthèse est telle que l'immédiate organisation des élites tournerait à l'avantage des médiocrités que l'empirisme politique introduit nombreuses dans les administrations et que notre culture sociale négligeante des aptitudes fait naître sur une terre chaude et grasse où elles s'épanouissent. Aussi, c'est de l'initiative individuelle que viendra la réaction, car ici la réaction c'est le progrès. Il y faudra peut-être le génie. Les foules de plus en plus cohésives, vite agglomérées, sensitives et impulsives, subiront plus fortement que par le passé ces courants aveugles d'opinion qui, comme des vents impétueux auxquels donnent naissance les sautes soudaines d'atmosphère, menaces de naufrages, de ruines et de mort, balayent les plaines mouvantes des mers et les vagues immobiles du sol. Ces mouvements désordonnés d'opinion trouveront de moins en moins sans doute leur naturelle expansion dans l'émeute, rendue rare et difficile par le perfectionnement des armes et l'alignement stratégique des grandes voies modernes, mais ils éclateront aussi dangereux et d'importance centuplée dans des exaspérations du

sentiment public, comme on l'a vu pour le peuple anglais, lors de la guerre du Transvaal ou lors de l'incident de Fachoda. La monarchie ne s'est-elle pas montrée alors l'élément pondérateur et les royautés européennes, en face des effervescences populaires ou des attitudes inquiétantes et belliqueuses de races étrangères, n'ont-elles pas fait preuve de pacifiques tentatives, de conscience de risques énormes, de mesures prudentes et de prévoyance, sans être surpassées en cela, ni même égalées par la grande République étoilée dans sa guerre des Philippines. C'est là une des légèretés de l'opinion de prêter à la monarchie des tendances de guerre, à la république des tendances de paix. L'opinion se préoccupe peu de l'histoire qui, en ce cas, serait plutôt contraire aux républiques, ou grecques, ou romaines, ou françaises. La plus grande période de paix provient d'un Empire. Mais, là n'est pas la question. Guerre et paix n'ont pas là leurs causes. Bientôt, peut-être, quand les foules, maîtresses et puissantes, auront à bercer et à tromper leurs souffrances, en murmurant des aspirations de paix, et se révèleront ce qu'elles sont, inconscientes et cruelles, la monarchie paraîtra-t-elle, par un juste retour, pacificatrice.

CHAPITRE X. — Socialisme et Monarchie

Le socialisme en un sens général, sans envisager aucun des systèmes qui visent à son application, n'est que la prédominance de la société sur l'individu. C'est la subordination des rapports individuels quels qu'ils soient aux rapports sociaux. C'est l'effort de chaque individu tourné au bénéfice commun. Pour qu'une société vive et se maintienne, il faut bien que, de quelque façon, cette subordination existe, mais elle peut être répartie en privilèges d'un côté et en oppression de l'autre, ou de telle manière que le lien social soit universellement relâché et, partant, la société en danger. Individualisme correspond à dissociation, socialisme à association. Ce sont deux aspects du mouvement social se suivant comme aspir et respir, diastole et systole, flux et reflux.

Seulement, et là gît le problème, pour qu'une

société soit en progrès, il faut que ces périodes d'individualisme et de socialisme alternent sans que jamais, pendant la première, le lien social ne se relâche, et, pendant la seconde, l'individu ne soit sacrifié. Nous sortons d'une période individualiste, très troublée, engendrée par la philosophie encyclopédique et le contrat social et nécessaire pour la dissociation du régime ancien et la préparation du nouveau. Nous commençons une période de socialisme et, à l'heure actuelle, il n'y a guère d'esprit pensant qui n'en soit empreint. Heureusement que l'imbécile peur que causait ce vocable a cessé et qu'il s'énonce désormais sans trop émouvoir les entrailles des gens rassis. Sous sa forme la plus rudimentaire, la subordination de l'individu, le socialisme, étant un des aspects de la vie sociale, a donc toujours été concomitant de cette vie, mais, comme tout phénomène, *il devient*, c'est-à-dire ses formes changent.

Louis XIV, roi de France, et non pas des Français, roi de France, ce qui voulait dire que la France lui appartenait en propre; il en était le légitime propriétaire, non comme individu, mais comme roi, et les biens de ses sujets n'étaient que des parts cédées à titre de redevance; voilà bien du socialisme et même du collectivisme, puisque le roi était l'Etat. Théorie, il est vrai, non appliquée, mais principe admis. Au XXe siècle, c'est sous une tout autre figure que le socialisme apparaît, parce qu'il a passé à travers

toutes les péripéties de plus de deux siècles et qu'au lieu de tendre à la prédominance d'un peuple, il vise au bien-être universel, nous disons au bien-être et non pas au bonheur. Le bonheur est un problème métaphysique constitué par des éléments essentiellement moraux, à l'aide desquels le bien-être n'est pas négligeable, problème qui même peut être mis en question, car il n'est pas évident que le destin de l'homme, dans les conditions terrestres, soit d'être heureux, mais il est évident qu'une société doit s'organiser de manière telle qu'aucun de ses membres n'y meure de faim, davantage qu'aucun de ses membres n'y soit privé du nécessaire, car aucun organisme vivant n'est en état de perdurer si toutes les molécules qui le composent ne participent, suivant leurs exigences foncières, à la vie générale. Il est certain que l'organisme social pléthorique et famélique à la fois n'a pas la circulation qui convient. Cette circulation régularisée par un juste équilibre entre toutes les parties constituantes, engendre cette satisfaction assez indéfinissable, sans siège propre, que ressent un corps sain et qui est le bien-être. Encore faut-il admettre que ce bien-être est toujours précaire, tant qu'il est soumis au jeu des passions. Quoi qu'il en soit de la possibilité de la complète réalisation des désirs humains, car s'il n'est pas certain que l'homme doive être heureux, il est bien certain qu'il le désire — il a même trop pris l'habi-

tude de mesurer les réalités à l'échelle de son désir — le socialisme contemporain, à rebours de l'ancien qui sacrifiait une partie des unités sociales à l'élévation des autres, aspire à modifier la vie dans un sens plus conforme à la justice.

Mais, et la question se pose, pour cette descente de la Justice, même dans les rapports les plus matériels de l'existence, une préparation morale plus évoluée ne serait-elle pas nécessaire et celle accomplie est-elle suffisante? La haîne contre les richesses mal réparties n'est pas toujours sans envie, et contre l'injustice est parfois elle-même injuste quand elle devient personnelle et vindicative. Si ceux qui tâchent à réformer la société nourrissent dans leur cœur la haîne de leurs adversaires, s'ils triomphent et quand ils auront triomphé, la haîne restera, et ils se haïront entre eux pour de légères différences comme ils haïssaient leurs ennemis pour d'entières oppositions. « Si tu réponds à la haîne par la haîne, quand la haine finira-t-elle? » dit admirablement un proverbe oriental.

Le capital de plus en plus puissant est un dieu qu'on attaque, qu'on réprouve et qu'on considère, car il y a de la considération dans la haîne, et elle est moins redoutable que la simple indifférence qui est réservée au labeur modeste, à la pauvreté ou au génie. Voilà bien longtemps que cela dure, avec des variantes, ce sont les faces accoutumées de l'huma-

nité. Si le socialisme pouvait activer la transformation si lente des mœurs, et faire un peu de justice tout d'abord dans les cœurs pour le répandre mieux ensuite sur la terre! Jusqu'ici il n'y paraît guère. Il n'a pas même renoncé à l'archaïque coutume du duel.

Cependant, comme une dérivation naturelle à sa conception du monde, il est une vertu intellectuelle à implanter : l'impersonnalité. Elle est inaccessible aux masses pour qui tout se fait personnel et a la moyenne des esprits cultivés. Mais, aux chefs qui sont des forces et des exemples, elle incombe. Elle serait la preuve de l'évolution accomplie de l'intelligence. Lutte ardente des idées, tolérance et respect des personnes, penser qu'on aurait pu être, ce qu'on reproche à son adversaire, peut-être pire. Penser que la divergence des situations entraîne nécessairement la divergence des vues. Avoir, dans le combat, ces fraternelles attitudes des héros d'Homère qui, avant de s'entretuer, se saluent, s'excusent des coups qu'ils vont porter et se déclarent amis. Cela donnerait à la lutte une beauté qui la ferait vivifiante et saine.

Un philosophe, Herbert Spencer, a été jusqu'à jauger l'intelligence suivant l'emploi plus ou moins fréquent des prénoms impersonnels. Grande vertu intellectuelle, en vérité, que cette aptitude aux abstractions qui, moralement, devient dévouement à l'intérêt général. La plupart des hommes obéissent aux lois

dans les crises qui exigent le sacrifice, comme à des forces fatales, et l'accomplissent bravement sans en avoir conscience, puis revenus aux choses coutumières, suivent fidèlement leur guide : l'intérêt personnel. La constance de ces habitudes les a munis d'un instinct qui n'est que le développement de l'instinct primitif approprié aux mille circonstances de la vie. Il fait leur force, tandis que le chef né, celui qui a acquis par une habitude toute contraire cette faculté d'abstraire qui l'élève au-dessus des contingences jusqu'à une vaste vue d'ensemble, cet instinct amoindri met souvent sa propre conservation en danger, et le rend impropre à briguer par d'habiles manœuvres le poste auquel de par sa nature il est destiné. C'est là un des défauts des régimes démocratiques. Certes, sous la royauté, l'achat des charges était un déplorable usage, mais la brigue des charges ne vaut pas mieux. Il y a une sorte d'achat dissimulé, car les élections coûtent cher, et de plus une ostentation de politiques indécences très corruptrices. La vie est illogique et trop souvent nous sommes forcés de nous adapter, ne pouvant le corriger, à cet illogisme, mais nous devons au moins en être conscients ; or il arrive maintes fois que nous nous révoltons contre des conséquences dont nous admettons tranquillement les causes. Nous exigeons d'un gouvernement des résultats qui ne correspondent en rien ni à son origine, ni à sa formation. Nous avons traité quelque peu ce

sujet à propos du parlementarisme, mais nous appuierons encore sur une anomalie peu remarquée et qui vicie dans son ensemble une représentation qui veut être nationale.

Il est hors de doute, bien que la baisse se soit déjà produite, que les avocats prévalent par le nombre dans nos assemblées. Ils parlent, sinon mieux, du moins plus facilement, parce que l'exercice de la parole leur est familier. Leur profession dans des mesures très variables les initie aux affaires petites et grandes et aiguise leur observation au contact des démêlés, des ruses, des tours et détours des passions. Mais comment?

Convenons d'abord qu'il est des hommes qui dominent de si haut leur profession que, pour eux, elle n'est qu'un des nombreux moyens de se manifester, et que, dans ces échantillons supérieurs d'humanité, l'intérêt général est assez fort pour effacer tout vestige de spécialité. Mais ceux qui restent avocats avec la déformation particulière qu'imprime toujours la tension constante de l'esprit dans une même direction? L'avocat plaide, c'est-à-dire parle pour quelqu'un : son client, et contre quelqu'un : la partie adverse, et dans une affaire, il choisit les points avantageux et éliminent tous les autres. Son adversaire en fait autant; c'est au juge à rétablir l'équilibre. Il est donc en tiers dans une scène à trois personnages : et si la fonction du juge est de découvrir la vérité dans

des assertions souvent contradictoires, celle de l'avocat est de dire tout et seulement ce qui amènera le succès de sa cause. Hors de propos serait ici une étude psychologique très exactement faite d'ailleurs par Me Edmond Picard dans son Paradoxe sur l'avocat. Sans qu'il soit besoin de clairvoyance, on retrouvera ces habitudes d'esprit aux débats parlementaires. Dans les conditions normales, c'est le tribunal qui juge et décide; mais, pour les Chambres, l'anomalie est vraiment déconcertante, et les députés plaident et votent à la fois; ils émettent leur opinion, puis ils la sanctionnent en se donnant raison, car les discussions ne modifient en rien les votes.

L'avenir verra un mode de représentation plus conforme aux réalités, où des différenciations s'opèreront et où ceux qui traitent avec compétence des meilleures races bovines et de leurs maladies, n'auront pas ensuite à décider des meilleures méthodes de culture intellectuelle. Mais ces réformes qui s'imposeront à la jeune génération, il est impossible de les préciser et dans leur substance et dans leur avènement. Elles se feront nécessairement dans le sens socialiste, c'est-à-dire dans une direction d'association, de groupement, de concentration de resserrement social et en même temps d'une participation à tendance universelle et hiérarchique au pouvoir politique. Elles se feront ainsi plus ou moins promptes, calmes ou violentes. Et, comme la sagesse

consiste à concilier ces deux forces à tort prises pour ennemies, la tradition et le progrès, on tentera cette conciliation. C'est par le socialisme que l'évolution élargira les bases de la société et en modifiera les structures superficielles et ainsi accomplira le progrès. C'est par la monarchie que l'évolution consolidera l'œuvre nouvelle, en la rattachant au passé, en y faisant circuler le courant vital puisé aux plus lointaines origines, fortifié par les luttes séculaires, unifiant sous le même symbole permanent les moments divers de la race et ainsi maintiendra la tradition.

Il importe donc, que certains préjugés surannés disparaissent et qu'en face de l'inévitable les égoïsmes capitulent. Nous avons essayé de démontrer que le socialisme n'est point une invention du XIXe siècle ou d'aucun siècle, qu'il est immanent et un des aspects du rythme de la vie sociale, et que l'évolution lui impose dans les temps présents une forme et une application qui pourra varier suivant les oppositions ou les acquiescements, mais dont une certaine réalisation est nécessaire. Par conséquent, les récriminations sont inintelligentes, et il vaut mieux consacrer volonté et énergie à l'étudier et à lui éviter les soubresauts et les violences où l'ignorance fatalement l'entraînerait. Il est d'ailleurs devenu pour le peuple un état d'âme et lorsqu'une idée s'est réalisée dans les masses en sentiment, bonne ou

mauvaise, elle est irrésistible. La politique n'intéresse que très superficiellement le peuple, et par conséquent les divers systèmes socialistes qu'il ne comprend pas. Il n'est pas révolutionnaire. Les révolutions sont faites par des minorités hardies, audacieuses, mécontentes, qui réussissent parfois, sans trop savoir comment, à provoquer un mouvement populaire et ensuite à tirer parti des circonstances troublées qui en découlent. Mais les révolutions n'aboutissent jamais que dans le sens de l'évolution. Comme elles ne sont pas la conséquence d'un élan populaire, ou comme cet élan a pour cause dissimulée ou avouée les agissements d'une faction, elles sont toujours inopinées et, en outre, facilitées inconsciemment par ceux mêmes qu'elles vont détruire.

Au sein de leur propre parti, les socialistes révolutionnaires dans toute l'Europe perdent chaque jour du terrain, et les évolutionnistes s'affirment. Une déplorable erreur qui ajoute aux embarras politiques jusqu'à les rendre inextricables est de mêler au socialisme la religion. Il y a en grand nombre des socialistes antireligieux, mais ils le sont, non pas parce que socialistes, mais par toutes les raisons de nature variée qui détachent les hommes du sentiment religieux. Pourquoi un catholique ne serait-il pas socialiste? Est-ce au nom de l'Evangile qu'on se déclarera l'adversaire, soit des syndicats, soit des mutualités, soit de l'impôt progressif sur le revenu,

soit de toute autre mesure dont l'opportunité peut être discutable et discutée, mais qui est au fond d'accord avec la loi d'amour et l'esprit évangélique? Une plus grande unité morale et religieuse aiderait certes à la solution même des problèmes économiques, mais la question qui est celle du ventre presse, et pour s'en préoccuper on ne peut attendre la formation d'une synthèse spirituelle qui est le secret de l'avenir. Plus tard, quand les réformes économiques auront amené ce qui pour beaucoup d'esprits scientifiques n'est plus un rêve, un relatif bien-être, c'est-à-dire la possibilité pour tous de vivre, dans le bonheur ou dans le malheur, suivant la dignité humaine, alors s'imposeront — ainsi se fait le progrès par degrés vivants s'échelonnant à mesure qu'ils sont franchis — des problèmes moraux qui soulèveront comme aujourd'hui ceux matériels, toutes les énergies. Mais la situation aura changé, ils ne seront plus envisagés comme aujourd'hui. Les débats et les luttes seront moins âpres parce que les ventres n'étant plus *affamés auront des oreilles*. A cette phase d'évolution une solution harmonique sera possible, ou du moins il sera possible de la tenter. Mais nous en sommes bien loin et nous avons auparavant à triompher de la misère et de la souffrance matérielle.

Pour tous, dans la foule, pour les plus simples, et pour les plus ignorants « du monde » le socialisme

n'est plus cette doctrine épouvantail qui *prêchait* le partage des biens et la communauté absolue. Le terme « partageux » est passé de mode et les plaisanteries et arguments de la même farine ne nourrissent plus que la raillerie de très vénérables personnes oubliées au fond de leur vétusté. Tous les socialistes dont les voix font autorité respectent la propriété privée. M. Millerand, dans son opuscule sur le socialisme réformiste, écrit : « Sans propriété privée il n'y a pas de liberté individuelle, et celle-ci est sacrée. »

C'est à la propriété individuelle du capital que le socialisme s'attaque et ce sont les droits de propriété individuelle du capital qu'il prétend limiter. Ceux enfermés dans les soucis de l'heure et habitués à ne pas voir au-delà s'inquiètent et se figurent naïvement comme s'opérant sans transition des réformes que le temps fera glisser de la lenteur toute-puissante de son imperceptible geste. Et pourtant, quelques-unes, parmi les plus radicales, apporteraient un trouble moins grand, corrigeraient d'une moins brusque façon les linéaments de la société, que la tempête révolutionnaire de 1793 qui, en quelques années, fit passer les biens du clergé et de la noblesse, devenus biens nationaux, aux mains de la bourgeoisie.

L'évolution vers une nouvelle conception de la propriété est en mouvement depuis longtemps déjà et les plus conservateurs y participent sans le vouloir,

sans le savoir et sans y croire. Que reste-t-il de la féodalité ? Croyez-vous que notre société industrielle est plus fortement assise et plus capable de résister aux siècles ? Le possesseur tourmenté par la crainte d'être dépouillé dans un avenir imprécis, ressemble à un homme qui mourrait d'inquiétude en se demandant si le total des biens qu'il possède à l'heure actuelle sera maintenu intact à la troisième génération, crainte qui, si on pense à la rapidité de croissance et de décroissance des fortunes du temps présent, paraît ridicule.

Le socialisme évolutionniste a la marche lente et sûre de tous les phénomènes naturels dont le cours normal n'est pas interrompu et n'appelant que successivement et par degrés les réformes qu'il préconise, il laissera l'expérience décider de leur efficacité et déterminer leur valeur. Et n'est-ce pas faire une œuvre bonne et pie que de rendre de plus en plus possible et viable une société où personne ne pourrait vivre sans travailler, selon le mot de Saint-Paul, si souvent cité : « Celui qui ne travaille pas, ne mange pas. » Est-ce au nom de l'Évangile qu'on s'y opposera ? Si les hommes diffèrent par les situations, par les biens et par les aptitudes, il est une égalité à laquelle ils ont tous droit, c'est l'égalité dans la dignité humaine. Voilà bientôt deux mille ans que les bras sanglants du crucifié se tendent au Ciel pour attester cette vérité et il faut avouer que cette planète

tourne bien lentement et d'un mouvement bien « terre à terre ».

On ne peut opposer aux réformes économiques ni la religion, ni la philosophie, ni la morale, il serait aisé au contraire d'y trouver des appuis. On ne peut leur opposer que des principes économiques, non qu'il y ait séparation absolue des unes aux autres, mais, dans le processus civilisateur, se rencontre aussi la division du travail. Et vraiment, en face de l'histoire du monde, des civilisations succédant aux civilisations, des répartitions selon un idéal d'ordre variable, des régimes qui se superposent, du perpétuel inattendu du destin, combien minuscules et insignifiants paraissent les calculs de l'égoïsme. Car si tout effort dans la direction du courant vital se trouve par là même amplifié au centuple, tout effort contraire est négatif. Et ce n'est pas tant de telle ou telle réforme qu'il faille se préoccuper, mais surtout de ce que toute réforme se fasse en esprit de justice. Et pour cela, il est bon de compter sur la science, à peine née au siècle dernier et qui fera pour l'humanité plus et mieux que l'industrialisme. Cette opinion paraîtra enfantine d'avoir regardé le XIX[e] siècle comme le siècle de la science, parce que l'application de quelques découvertes à la pratique matérielle de la vie a dressé les cheminées des usines, outillé l'ouvrier de machines compliquées et formidables, étendu sur le sol de la planète et au-dessus et à tra-

vers les océans des réseaux multiples de communications. Maigre idée de la science de voir là son triomphe. Dans un de ces palais prestigieux d'art et de beauté découpant leur forme harmonieuse sur le ciel, et portant dans la nue la sveltesse de leur faîte, parmi les salles riches et somptueuses du dedans, destinées à tous les usages, apparat, réception, fêtes, travail, réfection, admire-t-on seulement et surtout les cuisines? Et, jusqu'ici la science n'a pas encore été la bonne ouvrière des demeures intérieures des hommes. Les idées qui viennent d'elle pénètrent lentement les intelligences des jeunes générations, mais n'ont point encore émergé à la surface troublée du monde politique. L'appareil gouvernemental n'a rien de scientifique. Les hommes politiques incarnant les sentiments du présent sont pour cette raison les représentants des idées du passé. Puisque nous connaissons la lente métamorphose de l'idée en sentiment, cette affirmation est évidente. L'influence de Rousseau, bien que mitigée par des apports variés de philosophies adverses, n'est point encore éteinte et les Jacobins ne sont point sans descendance. C'est maintenant que se forment, d'abord dans des cerveaux d'élite, çà et là épars, puis par contagion dans des groupes intellectuels pour s'étendre aux masses, les idées-forces que probablement ce siècle verra surgir à la vie sociale et qui font succéder à ce mouvement d'expansion individualiste, la contraction socialiste.

Quel ébranlement au monde, lorsque la portée morale des découvertes de la science apparaîtra ? Les critiques contre l'état actuel ne manquent pas dans les œuvres savantes et sans se préoccuper de la pensée générale de l'œuvre qui, souvent, leur est contraire, les partis s'en font, pour leurs luttes, des armes. Ainsi est parfois cité par les socialistes, Gustave Lebon, dont les profondes et originales investigations sont des leurs très divergentes. Les dissidences éclatent. On accuse la science d'aristocratisme. La science n'a pas d'opinion, puisqu'elle vit de certitude. Elle n'atteint que la vérité relative, mais cela est suffisant puisque cela seul est possible. Entre le monde extérieur et le moi pensant, elle établit une concordance de mouvement, les faits extérieurs ou intérieurs passent et changent, mais l'harmonie reste : elle est la loi. L'intuition ou la croyance qui, à son défaut guide l'homme, la science les corrobore ou les remplace, elle ne les détruit pas. Domaine de l'abstraction qui touche aux confins de l'humanité et où seule atteint la pensée libre, il lui faut des représentants dans les sphères où vivent les sens, c'est-à-dire le nombre. De là, la nécessité des symboles. Savoir, c'est devenir conscient d'une harmonie supérieure et toute harmonie est faite de coordination et de subordination. Dans l'échelle des êtres, plus un organisme s'élève plus il tend à l'unité et la sublime hiérarchie de l'univers se reflète dans tous les atomes qui le constituent.

Les phénomènes ont un double aspect : abstrait pour le penseur — la loi, concret pour la foule — le symbole, en politique le roi, le chef. Il semble que l'organisme social — ceci est une hypothèse raisonnable à coup sûr et permise — par le développement harmonique de ses structures, crée la monarchie qui, d'après ce que nous savons de l'histoire, se trouve être, presque toujours, la forme naturelle que prennent les groupements humains, forme évolutive, perfectible, perpétuellement changeante quant à ses caractères secondaires, renaissante de ses destructions, fixée dans l'esprit comme un archétype qui modèle, dans l'inconscient, les pensées et les faits. De là est née cette idée de droit divin dont nous avons montré l'évolution. Elle n'est donc point comme le pensent nombre de monarchistes un cadre aux lignes immuables, construit une fois pour toutes, où s'adaptent tant bien que mal une société, mais une structure au cœur même de la société qui est née avec elle, croît avec elle, se modifie avec elle, prospère avec elle, la subit et la protège à la fois et meurt avec elle. Mais, il n'y a de mort physique que pour les individus, la mort des peuples est une renaissance sous une combinaison nouvelle d'éléments de vie, et c'est sous des espèces peu perceptibles au présent, que, dans l'avenir, vivra la royauté.

La monarchie devenue constitutionnelle n'est pas en décadence. Ni en Allemagne, ni en Angleterre, ni en

Autriche, ni en Italie, ni en Suède, ni en Espagne, ni en Belgique, ni en Hollande, elle ne fait obstacle à la libre expansion de la vie politique et au milieu des agitations tumultueuses des foules, elle s'affirme, au contraire, comme un garant d'équilibre. Les rois tyrans, ce refrain à la mode de 93, paraît quelque peu grotesque, ainsi que toute la défroque révolutionnaire. Le sens historique élaboré lentement au siècle passé commence à nous instruire quant aux parts d'influence exercée et par les hommes, les lois et les grandes forces latentes qui déterminent les unes et mènent les autres. Les deux républiques d'Europe : la française et la suisse, sont telles par des raisons de convenances que des circonstances toutes spéciales ont causées. Tout le monde sait comment et pourquoi, avec des instincts monarchiques toujours subsistants, la France est en république et personne ne se figure un roi suisse pas plus qu'un amiral. L'expérience qui n'instruit que les sages et est impuissante contre les passions, montre que les formes politiques ne dépendant point des volontés de législateurs improvisés et que vaines sont les luttes pour s'en défaire que, s'il ne faut pas imiter le passé, car l'histoire est une surélévation, il ne faut pas non plus s'en séparer. La voix qui parle dans les vivants vient, non pas de la multitude infinie des morts, mais des grands morts dont le verbe recrée à chaque époque nouvelle, le monde.

Les vivants peuvent en augmenter l'harmonie, mais ni son intensité ni sa puissance ne dépendent d'eux.

République et monarchie, prétendues antithèses, principes supposés contraires, formes crues hostiles, que de haîne, que de conflits, d'émeutes, de révolutions, de flots d'encre après les flots de sang, répandus en vos noms ! rythme que bat le pouls de l'humanité, formules sacrées pour lesquelles des peuples sont morts, ô sœurs ennemies ! si votre inimitié n'était qu'un malentendu et votre haîne ignorance, et si, d'après l'ordre du destin, vous étiez nées l'une pour l'autre. C'est votre essentielle union par delà les contradictions passagères des intérêts, des passions, des partis, qu'on a tenté de démontrer dans cette œuvre, et que vous êtes deux branches jumelles poussant conjointes aux troncs vigoureux des peuples !

CHAPITRE XI

France, Belgique et Monarchie.

L'histoire a lié la France et la Belgique d'un nœud solide. Celle-ci se confond d'abord dans la vieille Gaule, puis son existence féodale s'édifie peu à peu au milieu des bouleversements, des invasions, des résistances populaires, de la naissance tourmentée des franchises communales. Les Flandres ou, comme on disait, les Provinces belgiques, sont de très bonne heure la terre de la bourgeoisie florissante. Pendant que la France, où la Royauté s'atteste par la destruction persévérante de la Féodalité, s'unifie sous le sceptre royal et arrive avec Louis XIV à une existence nationale qui fait d'elle le pays le plus puissant de l'Europe, les provinces belgiques restent attachées à la Féodalité, isolées, sans lien entre elles que celui de la suzeraineté de l'Autriche, lien pour ainsi dire

abstrait et qui n'est guère senti qu'aux heures de crise. Dans l'histoire des nations, la France est la fille aînée. De toutes, la première, elle a créé un organisme politique unissant des provinces de mœurs très différentes et a présenté à l'Europe le modèle que les peuples imiteront. C'est cette priorité qui explique son rayonnement et sa force. Au XVIIe siècle, elle compte vingt millions d'habitants, gouvernés par un pouvoir déjà centralisé, et assez fort pour s'opposer aux cinq millions de l'Angleterre, aux douze millions d'Allemands et de Hollandais, à une Europe en gestation de son avenir politique. Pendant que la France défait les unités provinciales, desserre leurs liens intimes, les fusionne dans une harmonie supérieure, les Flandres au contraire restent le sol des villes libres, des villes d'une indépendance jalouse, autonome, se resserrant à mesure qu'elles prospèrent, s'isolant à mesure que la prospérité accrue augmente et facilite les contacts, développant une vie communale où de jour en jour progresse le besoin de liberté individuelle, la force de résistance, l'habitude de défendre son droit, de ne pas céder et de ne se soumettre au suzerain et au chef que dans des limites déterminées d'avance, mutuellement consenties et constamment maintenues. Ce fut cet effort habituel de concentration qui a produit par son énergie et le labeur entêté des habitants et la prospérité éclatante et cossue de ces cités qui, comme Bruges, Gand, Ypres, Liége,

gardent encore, au cœur de leurs vieux quartiers, tant de nobles souvenirs de la splendeur passée. Mais ce mouvement de concentration urbain allait à l'encontre du mouvement expansif d'évolution que représentait la France et qui préparait la future configuration européenne. Aussi la décadence vint et sa rapidité fut mesurée au degré de tension et d'énergie qui avait amené la concentration, elle fut prompte.

La puissance autrichienne ne pesa jamais lourdement sur les provinces vassales qui, jusqu'à la conquête française, conservèrent ces habitudes de séparatisme où s'entretenait vigoureusement la vie provinciale et aussi l'opposition à la création future de la vie nationale. L'originalité des mœurs y gagnait. Les coutumes locales perpétuées particularisaient physionomies et caractères. L'étroitesse de l'horizon politique augmentait la vitalité des intérêts. La froideur du tempérament s'adaptait à ce repliement sur soi qui faisait de chaque ville un Etat. Et même sous la décroissance des prospérités matérielles, se développait la liberté individuelle et s'affermissaient les franchises communales. La Révolution conquiert la Belgique et en l'annexant à la République « une et indivisible », elle lui impose sa propre unité. Alors, commencent à vibrer les premiers ferments d'union qui, l'indépendance déclarée, engendreront la vie nationale. Le torrent débordant sur l'Europe est trop fort pour que les Pays-Bas, les premiers envahis et

soumis puissent y résister. Pour eux, d'ailleurs, la Révolution apporte plus de biens que de maux. Ils n'en ont pas connu les tumultueuses horreurs, et ils ont bénéficié des progrès qu'elle créait dans l'administration. L'Empire continue cette œuvre, resserre encore les liens nouvellement formés et croyant travailler au profit de la France, travaille au profit de la Belgique future.

Le Code Napoléon est appliqué. De 1792 à 1795 s'opère cette unification des anciennes provinces belgiques. Mais cette fusion ne s'accomplit pas sans froisser les instincts profonds de la race et susciter des résistances vite étouffées, mais perdurant latentes. C'est de ces instincts, de nos jours toujours vivants, qu'est né le flamingantisme qui est la protestation contre ce que représentait autrefois la France en Belgique, l'unification des provinces, consciemment ou non, un retour vers le séparatisme ancien, vers la vie provinciale, en un mot, une réaction. En 1815, la libération des provinces flamandes de la domination française, et leur réunion à la Hollande, a accéléré indirectement l'évolution unitaire dont les principes avaient été vivifiés par l'annexion à la République et à l'Empire. En effet, leur participation à la vie nationale française les avait de plus en plus différenciées des provinces hollandaises et c'est la conscience de cette différence s'avivant chaque jour qui amena la scission par la Révolution de 1830.

La France continue à jouer un rôle effectif dans l'histoire belge, mais, cette fois, d'aide et de protection libératrice. Ce fut tout d'abord vers un prince français, le duc de Nemours, que le congrès révolutionnaire porta ses voix, mais les défiances des puissances européennes faisant obstacle, une monarchie fut fondée qui, originaire de la Maison de Saxe, devait, par son alliance à la Maison d'Orléans, joindre en elle les caractères des deux races dont le mélange, incessamment en action, forme la nation belge. Aussi la royauté est-elle l'élément essentiel de l'unité politique du pays. Sauvée par la présence des troupes françaises, consolidée par l'accord de la France et de l'Angleterre, définitivement libérée par la prise d'Anvers et par l'adhésion du roi Guillaume aux 24 articles, la Belgique inaugurait, sous son premier roi, l'ère nouvelle qui, en un demi-siècle, doublait sa population et décuplait sa richesse. Au point de vue de l'adaptation de la monarchie aux mœurs contemporaines, elle offre un instructif spectacle. En effet, Léopold II est le roi selon le siècle. Il domine les financiers en roi de l'époque, sur leur propre terrain, et roi de la Finance aussi, il est de plus roi suivant la majesté traditionnelle de l'auguste titre. Lorsque sera formé le recul nécessaire à la normale appréciation de l'œuvre et du royal ouvrier, on verra mieux la hauteur des deux et la vraie grandeur du roi. L'harmonie d'une vie est dans la réalisation d'une

pensée de jeunesse. Cette harmonie. bien rare, le roi des Belges en aura fait la caractéristique d'une vie où de grands projets sont parvenus à leur complet achèvement. Avant que les autres pays du continent aient été entraînés par le mouvement qui poussait les peuples à essaimer au loin, le monarque, prince héritier alors, avait compris que l'heure de l'expansion coloniale avait sonné. Il voulut un empire africain et la pacifique conquête fut longtemps méditée, habilement préparée et accomplie, on sait avec quelle ténacité, quels risques et quel succès.

La stabilité et l'unité de vue monarchiques pouvaient seules mener à bonne fin pareille entreprise. Aucun ministre, génial même, en proie aux jeux de la bascule parlementaire, n'aurait pu y parvenir. Il y a là, pour l'histoire, un bel exemple d'une œuvre, ordinairement le résultat de générations d'efforts successifs et multiples, accomplie par un roi avec l'aide d'un pays dont les ressources, ni les dispositions ne semblaient favorables à la colonisation. L'habitude de la conquête et du maintien des franchises communales, l'isolement politique du passé, ont rendu les Belges démocrates, avant que ce terme passât dans le vocabulaire moderne. Démocrate et monarchiste à la fois, démocrate d'instinct, en tant que « communier » le Belge est avant tout de sa ville, monarchiste par sentiment et par raison, par orgueil d'être une nation. De sa ville, il reçoit ses

mœurs, de la monarchie la vie nationale. Chez aucun peuple, la puissance cohésive de la monarchie n'est aussi évidente. Sa disparition serait la disparition de la patrie belge ou par l'anarchie, ou la séparation, ou l'annexion. On parle peut-être trop tôt de l'âme belge. Il faut plus de 75 ans à un peuple pour se créer une âme, mais cette âme, il est en son pouvoir de la créer et de la faire forte et stable. Elle s'atteste déjà dans une race d'écrivains originaux qui débordent leur pays et que la France accueille et dans une littérature dont le premier éveil date de la proscription impériale de 1852. Elle s'atteste dans l'expansion coloniale, dans les projets du Roi, dans la création prochaine d'une marine, pas encore dans la conscience supérieure de l'intellectualité. Ce pays d'étendue modeste, mais de vie intense, produit certes la pensée, comme il produit l'art, et à un degré plus élevé qu'on ne le croit, mais il ignore ses penseurs, il ignore ses savants dont il applique fructueusement les découvertes. Les hautes individualités de la pensée, de la science pure, du rêve, de l'abstraction, y existent mais plus qu'ailleurs y végètent voilées et obscures, nourries de leur propre lumière, sans espoir de gloire. Parfois, elles émergent et de loin, on les voit. La matérialité prédominante n'y a point tué la vitalité supérieure de l'esprit mais l'a isolée et comme cloîtrée. L'idéal de bien-être, non méprisable, mais préparatoire seulement, s'affirme

trop comme but dénifitif. Le socialisme contemporain, dont les tendances, sans se limiter-là, s'accusent nettement utilitaires, y trouve un levain prêt à soulever les instincts populaires. Mais heureusement la lenteur réfléchie des Flamands, le calcul positif des Wallons et par surcroît les mœurs bourgeoises, font contre-poids et le manque d'imagination sauve des aventures. Quoi qu'il en soit des qualités et des défauts de ce petit peuple, formé au confluent des races, il semble que, dans le mystérieux avenir, se compose pour lui un destin d'action humaine féconde et ce pays naguère champ de bataille de l'Europe, maintenant, compensation que lui devait le Sort, neutralisé, deviendra le champ des batailles pacifiques où se rencontreront pour s'unir les éléments de la vieille Europe, et prospèrera dans le bien que les autres lui assurent et qui, pour les autres est encore un rêve : la paix.

CHAPITRE XII

Hypothèses sur le meilleur devenir.

> L'avenir n'est à personne (1)
> Sire, l'avenir est à Dieu.

Et à l'homme aussi, puisqu'il a le présent, ou qu'il croit l'avoir. Le présent est l'ouvrier mystérieux de l'avenir, mystérieux car nous ne savons pas tout ce que nous faisons et les trois aspects de l'éternel devenir nous sont peut-être aussi inconnus l'un que l'autre, mais il est certain que nous créons nos pensées et nos actes et que nos pensées et nos actes nous créent. Nos horizons sont faibles comme nos regards et souvent l'avenir n'est pas le messager que nous croyons, mais il est toujours, en dépit de ses

(1) Victor Hugo : *Napoléon II.*

apparents caprices et de ses cruautés, la Justice. A voir ce que nous sommes et ce que nous faisons, quelle est cette folle espérance de paix? Nous adulons la force, nos enfants croissent dans l'exaltation de l'idée de conquête; de perpétuels murmures de gloire guerrière, enveloppent les berceaux et résonnent sur les tombes, nos modèles érigés sont les conquérants, nous voulons en tout des victoires et partant des défaites et nous nous indignons quand la logique du Destin nous apporte la guerre. C'est dans nos cœurs qu'il faut construire et plus solidement qu'à La Haye, l'édifice de la paix, pour que de là, elle rayonne sur le monde. Jusque-là, elle ne sera qu'un rêve, le rêve millénaire toujours poursuivi. La conscience européenne se fait. Les anciennes provinces se sont unifiées sous forme de nations, les nations s'unifieront sous une forme continentale, encore indéterminable, et les forces en opposition seront les grandes races primitives en lutte, non plus pour la possession d'un territoire, d'un empire, d'un continent, mais de l'étendue tout entière de la planète. Nous entrons dans l'époque planétaire. Des Iliades se préparent que chanteront des Homères à venir. La guerre entre continents grandira de toutes les masses d'hommes qu'elle soulèvera en tempêtes, et de toutes les horreurs mathématiques de destructeurs engins qu'inventera la Science, pourvoyeuse de la Vie par la Mort. Les idylles que rêve derrière son comptoir le marchand

bonace, se coloreront de la pourpre d'un sang que boit inextinguiblement la terre dans la clarté paisible de son soleil et de ses étoiles. Et le rêve de paix continuera à s'épanouir, sans trève et sans réalité, jusqu'au jour où il n'y aura plus sur la terre que des hommes de bonne volonté.

Un autre péril nous menace : l'Empire des foules. Gustave Lebon nous le prédit. Son pessimisme sombre nous y plonge et sa raison puissante le déduit de l'état contemporain. Assurément les foules sont dangereuses; il est surtout dangereux d'en jouer, et les politiciens se complaisent à ce jeu. Vibrant aux influences contraires, exaltation de sacrifice, ou exaltation de haîne, la foule c'est l'hystérie collective, dominante, ce serait la barbarie. Peut-être devrons-nous traverser ce péril, toujours bref car sa durée serait la mort, inévitable, si les nouvelles élites ne parvenaient pas à se former. Là est le salut. Il n'est plus dans l'action d'un homme ou d'une classe dite dirigeante, il est dans la discipline que la raison et le savoir développeront chez ceux que le travail et la pensée feront surgir de la foule pour la guider et qui la connaîtront puisqu'ils seront venus d'elle. Aussi, il n'y a pas d'œuvre de préservation sociale plus haute que l'éducation populaire qui, sur le champ fécond du travail, créera, non pas l'égalité, mais dans chaque catégorie le petit groupe d'hommes d'énergie, de volonté et d'intelligence qui, exempts de cette affreuse

et débilitante maladie bourgeoise d'arrivisme, deviendront des guides et des chefs là où, de par la Nature, ils vivent et demeurent. La transmutation des valeurs sociales ne peut se faire sans quelque trouble, mais si elle ne se faisait pas, ce serait la folie de la tourmente.

Dissociation des anciennes divisions sociales, enrichissement subit, et transformations incohérentes, envahissement de la spéculation sur le travail, l'instruction presque entièrement verbale considérée comme la clef de toute situation, l'insouciance des aptitudes, l'utile écrasant le beau, toutes ces causes en faisceau et d'autres coopérant, ont amené une atmosphère de médiocrité et de vulgarité. Ces deux termes sont souvent confondus et erronément. L'ignorance, pas plus que l'innocence, n'est vulgaire, l'ignare l'est. Le vrai peuple, inculte, naïf, même dur, grossier, ne l'est jamais. La vulgarité est un composé d'intellectualité et de sottise, de raffinement et de grossièreté. Elle est l'indice d'une civilisation qui, dans quelques-unes de ses directions, se trompe. Elle n'a pas l'hypocrisie de la médiocrité qui toujours conserve les apparences, et au fond, se connaît et se juge. Elle est inconsciente, et complaisamment s'étale et descend à son niveau tout ce qui la dépasse. C'est le Caliban de la Tempête, la méconnaissance absolue de beauté, l'utilisation de la grandeur à des usages bas, la hiérarchie à rebours.

Les vraies supériorités ne sont ni amoindries ni plus rares, elles sont moins discernables et plus à l'écart. La justice, sans doute, n'y trouve pas son compte, mais l'œuvre sociale n'en est point interrompue. Son cours latent perdure sous les agitations de la surface. Quand gouvernera la science, c'est-à-dire le savoir appliqué à la vie totale, ce que l'antiquité dénommait la Sagesse, mot rapetissé par nous, jusqu'au ridicule, l'homme sage ou savant dépouillé de vanité, aura conservé un sens à l'honneur mais ne s'attachera plus aux honneurs; et si ceux-ci le recherchent, il ne les cherchera pas.

Ce ne sont pas les honneurs qui déterminent une supériorité. Servir l'Etat, sera toujours honorable, mais être fonctionnaire ne constituera pas une prédominance. On ne juge pas l'homme d'après la fonction, mais d'après l'œuvre et celle-ci s'accomplit mieux dans une stricte indépendance. A qui a le sens des responsabilités, aucune position sociale n'est enviable. Celle que nous occupons est dans notre vie la part du Destin. L'arrivisme est la plaie des démocraties, et les cerveaux sont à cet endroit, bourrés de préjugés tenaces. L'idée de Rousseau que tout homme en vaut un autre, devenue sentiment dans la foule, donne comme étalon de conduite la conformité et la règle banale du « faire comme tout le monde » dispense de raison et d'intelligence. Tout le monde aspirant à tout, apte à tout, c'est la culbute univer-

selle. Contradiction intense, l'instruction spécialise et l'homme spécialisé se découvre des aptitudes générales à toute fonction quelconque de l'Etat.

Tout travail exclusif est malsain : ouvriers victimes de l'atelier, paysans que la glèbe absorbe, employés à la besogne machinale, hommes chiffres, combinant et calculant sans trève, littérateurs que l'analyse déséquilibre, savants clos dans les laboratoires, magistrats que le prétoire dessèche, hommes du monde neurasthéniques, c'est de cette harmonie qu'est faite la santé sociale. Ce qui prouve qu'on peut vivre puissamment et être malade. La maladie est un aspect intense de la vie qui s'abrège ; elle attire plus l'attention que la santé et parfois elle a tant d'éclat qu'on la lui préfère. Vanité des catégories humaines ! Les plus compréhensifs esprits qui ont honoré les monde, n'étaient point « du monde » et « la meilleure société » n'eût point reçu le polisseur de verres à lunettes Spinosa, et Shakespeare, dans sa petite ville de Stradford sur Avon est mort comme s'il n'avait pas écrit *Lear*, *Hamlet* et *Macbeth*. La noblesse, croit-on, consiste dans telle particulière fonction, sous le régime ancien, dans celle des armes, les cadets avaient le clergé, les hauts bourgeois, la magistrature. Les oligarchies italiennes ne connurent point ces préjugés. Or, la noblesse n'est pas dans la fonction, mais dans la façon dont on l'exerce : Elle est dans le détachement des choses, dans une certaine

attitude en face des actes qui fait qu'on les domine et qu'on les marque d'une empreinte, sans subir la leur, et comme la vie est la potentialité de tous les biens, la plus haute noblesse est le détachement coutumier de la vie. Aux époques féodales et royales, le gentilhomme a eu cette noblesse et rien ne peut mieux la faire revivre que l'exaltation de l'esprit par la Science. Non pas seulement la science qui assainit nos villes et exploite matériellement le monde, mais la science révélatrice de nos origines et de nos destinées, scrutatrice impartiale de l'âme, modératrice des passions et soutien désintéressé des nobles sentiments.

Nos maigres rudiments d'histoire sombrent sous sa lumière. Nos temps modernes remontent à l'apparition de cet idéal de raison, d'équilibre et d'harmonie qu'est le génie grec. Des fouilles qui remuent le vieux sol de l'Egypte et de la Perse, nos archéologues ressuscitent 5,000 ans d'histoire ancienne définie dont le récit mettra dans l'ombre les annales jusqu'à ce jour, les plus antiques. Comme ces astres, que de puissants télescopes mettent à la portée de l'observation humaine, le passé grossissant se fait visible et il faut rétrograder jusqu'avant ce qu'on a cru la création du monde pour rencontrer les rivages préhistoriques. Les siècles se transforment en millénaires. Nos descendants auront dans l'esprit des mensurations telles que le temps où nous vivons leur semblera une époque de nains.

Le peu de raison dont est capable l'homme, le fait souvent déraisonner. La Révolution n'a-t-elle pas symbolisé les pires folies par la déesse Raison. De braves gens que n'inquiète pas même l'énigme du monde et aux yeux de qui ce vaste et mystérieux univers n'a jamais été qu'une machine à compter, se figurent bénévolement qu'ils font des lois, et se trouvent prêts, selon les préceptes d'une morale sévère, à décréter la vertu. Ils se figurent aussi que les peuples s'habillent comme les individus, les uns revêtent une redingote, les autres une constitution. Si l'effort consacré à détruire la forme de gouvernement reçue de la nature, ou venue des circonstances avait été au contraire portée à la développer, à la corriger et à la perfectionner, l'empirisme aurait disparu de nos concepts politiques. Le passé ne démontre-t-il pas surabondamment que faire une révolution pour changer une forme politique est folie, que celle qu'on a, peut supporter toutes les modifications nécessaires et s'adapter par degrés à des situations en apparence opposées, car la forme comme l'épiderme du corps humain est vivante et la vie est le caractère même de ce qui change. Folie aussi d'attendre la justice de la violence. Folie de rompre la tradition qui encore une fois n'est pas tout le passé, mais du passé, ce qui mérite de survivre. La monarchie liée au passé en partage les errements. Ses erreurs comme ses actes de vertu lui préparent l'avenir. L'ascension humaine

est faite de chutes aussi bien que d'élans; il n'y a que le mal volontaire qui soit le signe de l'infaillible arrêt. Aux temps héroïques, la monarchie est l'arbitre des peuples enfants, au-dessus d'eux, elle demeure, puis elle se rapproche, elle reste le guide, le chef, celui qui est à la tête et qui ressent et subit, sans toujours les dominer, les violences, les troubles et les inquiétudes des foules qu'il dirige, puis encore son pouvoir se dissout dans les masses, s'éparpille dans les âmes mi-conscientes des peuples, dans la pensée en fermentation des élites, la grâce divine devient la volonté nationale et dans la République qui est la participation de tous à la direction collective, la monarchie, traditionnel symbole, personnifie le pouvoir exécutif, droit divin que lui reconnaît la nation. Elle a connu toutes les séditions et toutes les révoltes. Des républiques l'ont remplacée, qui, avec leurs consuls, leurs présidents, sauf l'hérédité, lui ressemblaient. On la croit vieille, mais elle est jeune car elle est vieille comme le monde. On la croit de structure définitive et elle est plastique comme la vie. Elle s'organise, elle n'est pas organisée. On la personnifie à son apogée en Louis XIV. Erreur : En la faisant absolue, le Roi la ruina. Ni le Régent, ni Louis XV, ni les philosophes n'ont engendré la Révolution. En brisant les vieilles libertés, en domestiquant la noblesse, en anéantissant Parlements et Etats généraux, en révoquant l'Edit de Nantes, en détruisant

les hiérarchies, en concentrant en lui tout pouvoir, Louis XIV préparait 93. Dans l'ordre des principes, la Terreur lui succède et les Jacobins sont ses fils. La monarchie est aussi impropre au despotisme qu'à l'anarchie. On croit la connaître, on l'ignore. Equilibre de la chose publique elle sera raison et justice à mesure que se feront dans les nations la raison et la justice. Elle a eu le sacre de la Religion, elle aura celui de la Science.

Notre race n'a pas atteint cette époque de relative stabilité qui, pour l'individu, est l'âge mûr. L'entière et préalable possession de la planète est nécessaire. De la période planétaire commencera la formation durable des Etats et la synthèse des principes jusqu'alors opposés de gouvernement. La terre connue, parcourue, unifiée sous la féconde emprise de l'Esprit fera de son âme et de l'orbe qu'elle décrit au sein des univers une même harmonie.

A cette possession scientifique du globe va consciemment ou non tout le labeur des hommes; c'est là qu'aboutissent les expansions coloniales, les locomotions toujours accélérées, les prodiges toujours accrus de l'électricité, les fouilles des archéologues, le sang des invasions, des émeutes et des conflits des peuples. De tous nos efforts, de nos sacrifices et de nos égoïsmes même, nous sommes les collaborateurs obscurs de l'Unité à venir. Ce qui la prépare et l'avance le plus est peut-être ce qui le plus nous

épouvante. Nous travaillons encore dans beaucoup de nuit. Lorsque, sous nos analyses documentées, le passé ressuscite, sur le fond assombri des passions surgissent évidentes les erreurs inconnues et vénérées des hommes qu'elles leurraient. Nous prenons en pitié nos ancêtres sans penser que cette pitié retombe sur nous, car nous avons aussi notre erreur inconnue et vénérée que les siècles à venir dissiperont. Pour le présent, que cette vérité nous pénètre, seul peut s'accélérer ce qui change la vie matérielle et parfois au delà de toute attente, mais la vie morale est d'une immarcessible lenteur et seule elle consacre un changement ; là où elle n'atteint pas, il n'est point de profondeur et les vents balaient le sable ; aussi à considérer ce qu'est une vie humaine en face du Devenir, la vertu dont nous avons un supérieur besoin, est celle dont la Divinité certes abuse à l'égard des hommes : la patience (1).

---

(1) Ne pas confondre *patience* avec résignation. La patience est la souffrance dans la réaction de l'effort.

TABLE DE MATIÈRES

PAUL LACOMBLEZ, Éditeur

BRUXELLES, 31, rue des Paroissiens, BRUXELLES

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Suprême joie, 1 vol. 3 00

De l'Éducation, d'après Herbert Spencer, br. . . .

De la Diction dans l'art oratoire, br. . . . .

Essai sur Pitt, br. . . . .

Éloge de Rousseau, br. . . . .

Essais de Philosophie et de Littérature, 1 vol. . . . 3 50

Contes merveilleux, 1 vol. 3 00

L'Art de Parler, 1 vol. 3 50

POÉSIE.

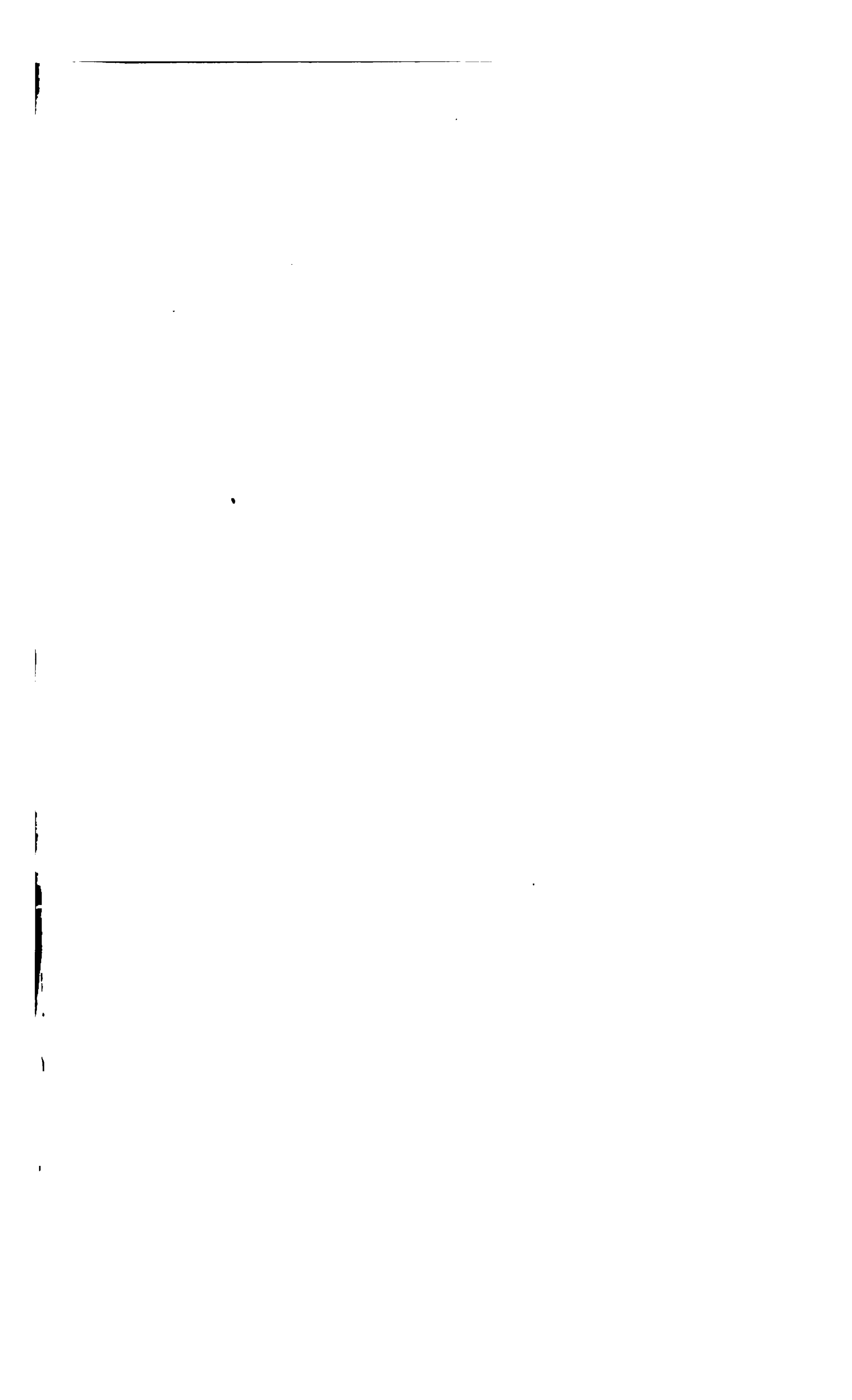
Mosaïque, 1 vol. 2 00

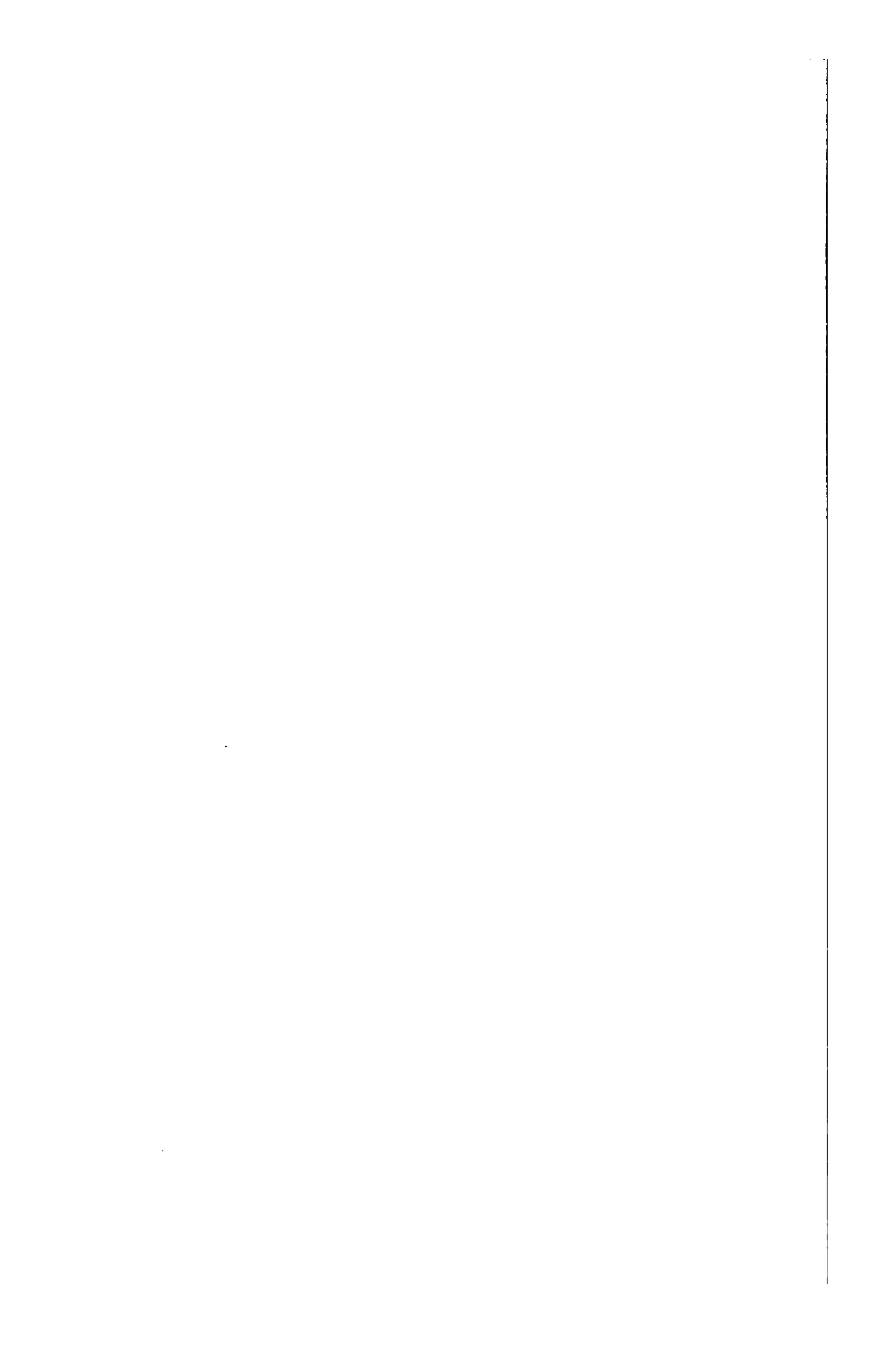
THÉATRE.

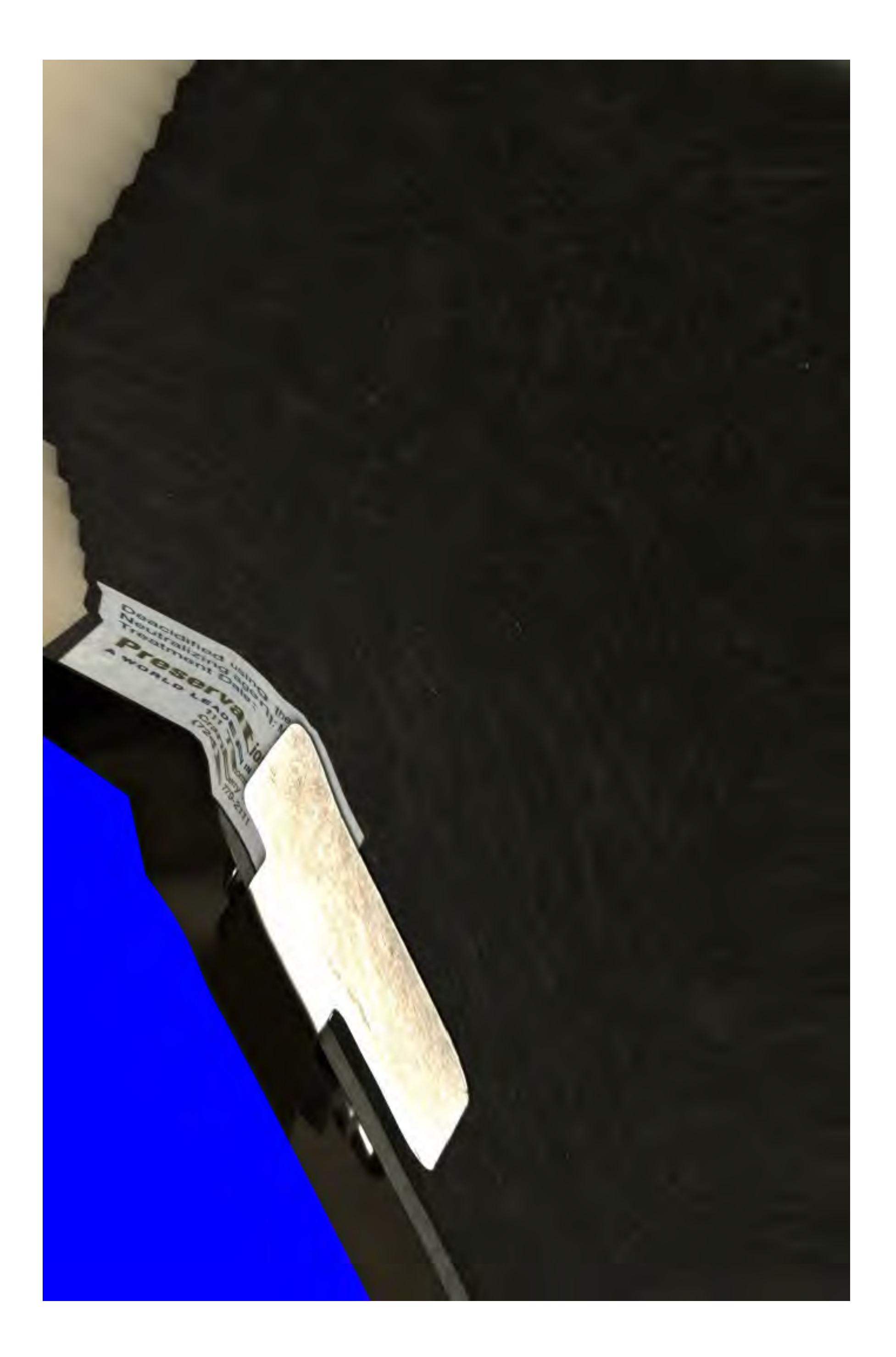
Marc Cambiago, drame historique en 4 actes . . . .

Patience et longueur de temps, proverbe en 1 acte. . 1 [illegible]

Monsieur le Président, comédie en 1 acte . . . . 1 [illegible]






Deacidified using the
Neutralizing agent:
Treatment Date:
Preservat
A WORLD LEADE